



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 027 • 1^{re} SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 29 février 2012

—
Président

M. Larry Miller

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mercredi 29 février 2012

• (1530)

[Traduction]

Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)): Je déclare la séance ouverte.

Je tiens à remercier nos trois témoins d'être ici aujourd'hui. Je vous suis très reconnaissant.

Nous nous réunissons pour la dernière fois dans le cadre de notre étude de Cultivons l'avenir 2. Le dernier volet de cette étude porte sur les besoins des consommateurs.

Tout d'abord, nous accueillons Ted Johnston, de l'Alberta Food Processors Association. Je vous prierais de limiter votre exposé à dix minutes.

M. Ted Johnston (président et chef de la direction, Alberta Food Processors Association): Ce sera très difficile, monsieur le président.

Le président: Je vais vous aviser lorsqu'il vous restera une minute.

M. Ted Johnston: À titre indicatif, sachez que j'ai également été coprésident de la table ronde sur la chaîne de valeur de la transformation alimentaire au Canada.

Je vais donc aborder ce sujet dans une perspective nationale et parler de Cultivons l'avenir 1 et 2. Nous pourrions également revenir sur le CSA et sur les transitions qui n'ont pas donné de très bons résultats.

Les consommateurs canadiens ont des besoins très simples. Ils veulent des produits savoureux, nutritifs, sûrs et abordables et préfèrent nettement les produits canadiens. Il y a un peu de nationalisme à cet égard. Le groupe responsable de l'image de marque du Canada a réalisé une étude très intéressante. Si vous en avez l'occasion, jetez-y un coup d'oeil. Cette étude démontre clairement que les consommateurs canadiens préfèrent les produits canadiens, à partir du moment où ils se vendent plus ou moins au même prix que les autres produits. On parle ici d'une différence de 10 p. 100. Nous avons donc un problème avec la mention « Produit du Canada » au pays, et je vais en reparler dans quelques minutes.

Les consommateurs s'attendent à ce que les produits soient salubres. Ce n'est pas une question de commercialisation; ce n'est pas quelque chose qui se vend. J'ai été président des magasins Loblaw Superstore, et je peux vous dire que les consommateurs s'attendent à rien de moins que des produits sûrs. Tout doit l'être.

Le gouvernement doit reconnaître les besoins du consommateur canadien dans le cadre de son prochain accord quinquennal fédéral-provincial, c'est-à-dire Cultivons l'avenir 2.

Cultivons l'avenir 1 et le programme quinquennal précédent, le CSA, étaient surtout axés sur l'agriculture primaire et pas vraiment sur la transformation. Malheureusement, le ministre actuel ne s'intéresse aucunement au secteur de la transformation. Il accorde

la priorité aux agriculteurs, et cela se reflète dans les objectifs du ministère, bien que la situation se soit quelque peu améliorée depuis 2009 grâce à l'appui de l'ancien ministre d'État à l'Agriculture.

On a réalisé des progrès depuis la mise sur pied du Groupe de travail sur la compétitivité dans le secteur de la transformation des aliments en 2008. L'ancien ministre d'État, l'honorable Jean-Pierre Blackburn, a joué un rôle clé dans la création de la table ronde et l'essor du secteur de la transformation alimentaire au Canada. Le 24 janvier 2011, il a annoncé un plan d'action industrie-gouvernement, que vous pouvez d'ailleurs consulter sur notre site Web. On y proposait 36 mesures à prendre sur les plans de l'économie, de l'accès au marché, de la R et D et de l'innovation ainsi que de la réforme réglementaire.

Qu'est-ce que cela a à voir avec les consommateurs? Beaucoup.

Sachez que l'industrie de la transformation alimentaire est le plus important secteur de fabrication au pays. Elle génère un chiffre d'affaires de 89 milliards de dollars par année. Les recettes atteignaient 94 milliards de dollars il y a à peine trois ans. Cette érosion aura un impact négatif sur les consommateurs, c'est pourquoi il faut y remédier.

Les ventes d'aliments au Canada se chiffrent à 160 milliards de dollars. Les deux tiers proviennent de la vente au détail, et le tiers, de l'industrie de la restauration.

Il s'agit du principal employeur manufacturier au Canada, représentant 270 000 emplois. Si vous ajoutez les biens et services, de même que les activités auxiliaires, on parle d'une main-d'oeuvre de près d'un million de Canadiens sur 20 millions. Cependant, il y a quatre ans, ce nombre atteignait 305 000. Au cours de cette période, nous avons assisté à la fermeture de 58 usines importantes. Je vais vous expliquer en quoi cela peut avoir une incidence négative sur les consommateurs et pourquoi il faut s'attaquer à ce problème dans le cadre de Cultivons l'avenir 2.

L'industrie fournit actuellement 77 p. 100 des aliments et des boissons transformés disponibles au Canada. Elle achète 40 p. 100 de toutes les denrées agricoles canadiennes. Cette proportion est plus élevée lorsqu'il s'agit de bétail, avec 65 et 68 p. 100 du boeuf et du porc, respectivement.

On retrouve 6 400 établissements de transformation d'aliments et de boissons au Canada, principalement en Ontario, au Québec, en Colombie-Britannique et en Alberta, et 90 p. 100 d'entre eux sont des PME, c'est-à-dire qu'ils comptent moins de 100 employés, et 29 p. 100 comptent 5 employés ou moins. Seuls 5 p. 100 des établissements sont de grandes entreprises, mais ils représentent la moitié de la production totale de toute l'industrie. J'espère qu'on mettra l'accent sur les enjeux politiques liés à ces statistiques dans le cadre de Cultivons l'avenir 1 et 2.

Au Canada, 60 p. 100 des usines de transformation alimentaire appartiennent à des intérêts canadiens, mais cette proportion est à la baisse.

Bien des Canadiens seraient probablement surpris d'apprendre que McCain n'est plus présidée par un Canadien. Les installations canadiennes relèvent d'un président américain qui se trouve à Chicago.

L'industrie est de plus en plus dominée par une poignée d'entreprises. Les 50 plus importantes sont responsables de 60 p. 100 de la production alimentaire totale au Canada. Les viandes représentent 27 p. 100 de la production. Ce pourcentage a augmenté de 9 p. 100 en 2010, avec l'entrée du boeuf dans d'autres marchés. Cela se compare à 2 p. 100 pour le reste de l'industrie, mais un calcul rapide vous permettra de constater que l'ensemble de l'augmentation dans toute l'industrie est attribuable à la moyenne pondérée du boeuf. Depuis quelques années, l'ensemble de l'industrie est tributaire de l'industrie bovine. Il n'y a pas eu de vraie croissance. Les hausses correspondent tout juste à la croissance de la population canadienne au cours des cinq dernières années.

Ce qui touche le plus les consommateurs — et, à cet égard, il faut résoudre plusieurs questions d'intérêt public —, c'est l'importation. En 2010, nous avons importé pour 21 milliards de dollars en aliments. En 2004, nous avons connu une balance commerciale positive de 5 milliards de dollars, alors que nous avons accusé un déficit de 1,9 milliard, en 2009. En cinq ans, nous avons connu un écart de 7 milliards de dollars, et pas dans la bonne direction. En 2010, la situation s'est légèrement améliorée grâce au boeuf; notre déficit était de 300 millions de dollars. En 2004, nous arrivions au troisième rang des nations exportatrices d'aliments; en 2009, nous avions glissé au neuvième rang. En 2010, avec le retour du boeuf, nous avons réussi à nous hisser au septième rang.

La force du dollar canadien affaiblit nos exportations vers les États-Unis. Elle pousse les entreprises américaines à fermer leurs usines canadiennes, et c'est ce qui explique en grande partie les 58 usines qui ont disparu. Notre balance commerciale avec les États-Unis demeure positive, mais elle est bien en deçà des 6 milliards que nous avions en 2004.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation. Je vous recommande de lire l'étude du George Morris Centre selon laquelle l'industrie de transformation du Canada est en moyenne de 40 p. 100 moins productive que celle des États-Unis. Ils ont mis à jour leur étude en 2005. Cela s'explique principalement par le coût élevé des salaires et des avantages sociaux, par le faible degré d'automatisation et par la désuétude des installations.

Qu'est-ce que tout cela a à voir avec les consommateurs et avec Cultivons l'avenir 2? Les consommateurs canadiens croient à raison

que les aliments produits et traités au Canada correspondent exactement à ce qu'ils exigent. Ils sont convaincus de la sécurité des aliments, de leurs qualités nutritives et de leur bon goût; de plus, cette industrie soutient l'économie canadienne. Les consommateurs canadiens ne l'expriment peut-être pas clairement, mais je pense que, s'ils étaient au courant de la menace constante à laquelle l'offre alimentaire canadienne est exposée et des risques pour la sécurité alimentaire que cela comporte, ils insisteraient pour que le gouvernement du Canada prenne des mesures positives et vigoureuses qui contribueraient à préserver et à renouveler cette industrie essentielle pour le bien-être de tous les Canadiens. La politique gouvernementale doit changer, à commencer par Cultivons l'avenir 2.

Je vais vous faire part de quelques problèmes que des politiques gouvernementales permettraient de résoudre.

Le tout premier facteur qui cause l'érosion de l'industrie canadienne et qui favorise la substitution des produits canadiens par des produits d'importation est, tout simplement, la difficulté d'obtenir des capitaux abordables. Il faut de tels capitaux pour améliorer notre productivité, automatiser et moderniser les installations, et soutenir la concurrence à l'échelle internationale. Nous avons pu profiter des bienfaits d'un dollar à 60 ¢, et même à 85 ¢. Nous étions compétitifs sur les marchés mondiaux et domestiques, avec de tels taux de change. Mais en raison de notre dollar au pair, nous ne sommes pas concurrentiels et nous continuons de voir notre part du marché américain diminuer.

Si le président ne me fait pas taire, je vais en dire davantage sur les normes de sécurité, car il se passe des choses très effrayantes sur ce plan. Un essai a été réalisé à la suite de Cultivons l'avenir 1.

Voici l'un des facteurs liés aux politiques. Il y a eu, dans le cadre de Cultivons l'avenir 1, un fonds de 500 millions de dollars. Ils ont pris 50 millions et les ont affectés à l'Initiative Agri-transformation, ou l'IAT, qui devait mettre en place un programme de prêt. Chaque prêt ne devait pas dépasser 2 millions et ne portait pas intérêt. Il fallait le rembourser sur sept ans, après une première année de congé, ce qui donnait au total huit ans. À peu près tous les fonds du programme ont été distribués, et nous commençons maintenant à en voir les résultats. C'est une bonne expérience, pour ce qui est de ce qu'on peut faire et de la façon de résoudre de tels problèmes, mais 2 millions de dollars, je vous assure que ce n'est presque rien pour une usine d'une certaine importance. C'est un bien trop petit montant, et 50 millions de dollars, aussi.

Je soutiens qu'il faut résoudre ce problème avec Cultivons l'avenir 2. Nous avons l'essai réalisé à l'issue de Cultivons l'avenir 1. Dans le deuxième volet, nous devons nous attaquer à cette politique particulière; il faut une direction, et il faut de très grands changements.

●(1535)

En ce qui a trait aux normes en matière de salubrité des aliments, on a pris plusieurs mesures à ce chapitre dans le cadre de Cultivons l'avenir 1. Le problème, c'est que les fabricants du secteur de l'alimentation au Canada doivent se conformer à cinq différentes normes.

On aurait tendance à penser que les normes de l'Agence canadienne d'inspection des aliments figurent en tête de liste, mais malheureusement, elles se rapprochent plutôt du bas de la liste. Même si une usine soumise à des inspections fédérales doit respecter ces normes et qu'un inspecteur de l'ACIA peut à tout moment fermer votre usine sans aucun recours — il n'y a pas d'ombudsman et donc aucun moyen de rectifier la situation rapidement —, même si vous respectez entièrement les normes, cela ne veut pas nécessairement dire que vous pourrez vendre vos produits au Canada ou à l'étranger. Les certificats d'exportation ne sont pas reconnus dans la plupart des marchés. Nous avons entrepris des pourparlers avec les pays de l'Union européenne, et sachez qu'ils envoient leurs propres inspecteurs ici. Ils se foutent éperdument de ce que dit l'ACIA au sujet du certificat d'exportation.

Par ailleurs, si vous voulez vendre vos produits à Loblaw, il vaudrait mieux vous conformer aux normes BRC. Ces normes dépassent celles de l'ACIA et exigent des changements au niveau de l'équipement et de l'usine. Si vous vendez vos produits à Walmart, vous devez respecter les normes SQF. Les clients ont chacun leurs normes, alors je plains les pauvres fabricants qui doivent fournir deux ou trois clients et satisfaire à leurs différentes normes.

Pour ce qui est du processus d'approbation des produits, on a affecté des fonds de Cultivons l'avenir 1 afin d'appuyer Santé Canada dans la simplification de son processus d'approbation des produits. Si nous voulons assister à de l'innovation et au développement de nouveaux produits au Canada, nous devons adopter une approche plus solide à cet égard. La situation s'est quelque peu améliorée, mais le processus demeure toujours extrêmement lent.

Quant à l'accès au marché, les programmes actuels de Cultivons l'avenir 1 sont surtout axés sur l'agriculture primaire. On a mis sur pied un petit programme destiné à appuyer le secteur de la transformation d'aliments, mais il ne s'applique qu'aux petits fabricants. Dans le cadre de Cultivons l'avenir 2, il faut absolument étendre la portée de ce programme afin d'y inclure les grands fabricants, pour que ce soit encore plus efficace, étant donné qu'ils achètent davantage des agriculteurs canadiens.

Vous êtes probablement exténués d'en entendre parler — nous nous sommes d'ailleurs déjà exprimés sur cette question devant le comité il y a plusieurs années —, mais j'aimerais revenir sur la mention « Produit du Canada ». À toutes fins pratiques, le seuil de contenu canadien établi à 98 p. 100 a donné lieu au retrait de l'indication « Produit du Canada » sur les produits alimentaires fabriqués au Canada. Cela dit, nous allons voir de plus en plus de produits américains faire leur apparition au pays. Le produit canadien n'est pas identifié. Les États-Unis — dont le seuil est établi à 51 p. 100 — sont désormais avantagés. Si le consommateur ne peut déterminer si un produit vient du Canada, il optera pour un produit des États-Unis, puisque c'est toujours mieux qu'un produit de l'Asie du Sud-Est.

Les fabricants canadiens sont encore une fois désavantagés. Cette norme obligeant un contenu canadien de 98 p. 100 va à l'encontre de la recommandation du comité permanent selon laquelle un seuil de 85 p. 100 serait acceptable, et nous avons toujours un problème avec ça.

• (1540)

Le président: Pourriez-vous conclure? J'ai déjà été très généreux.

M. Ted Johnston: En effet, et je vous en remercie infiniment. J'imagine que j'aurai la possibilité de terminer durant la période de questions, alors si vous le voulez bien, je vais m'arrêter ici.

Le président: Très bien. Merci beaucoup.

Accueillons maintenant M. Culbert, de Bioniche Life Sciences. Vous disposez de 10 minutes.

M. Rick Culbert (président, Division de la salubrité des aliments, Bioniche Life Sciences inc.): Monsieur le président, membres du comité et invités, je vous remercie de me donner cette occasion de discuter avec vous de ce qui pourrait faire du Canada un chef de file en matière de santé publique et de salubrité alimentaire à la ferme en vue d'offrir aux consommateurs les aliments sûrs dont ils ont besoin.

Je m'appelle Rick Culbert et je suis le président de la Division de la salubrité des aliments de Bioniche Life Sciences. Bioniche est une PME canadienne dont le siège social est situé à Belleville, en Ontario. La compagnie emploie 225 personnes et ne cesse de prendre de l'expansion. Étant donné que les consommateurs accordent de plus en plus d'importance à la salubrité des aliments, on a créé la Division de la salubrité des aliments. À bien des égards, cette division est l'interface entre les deux autres divisions de Bioniche, c'est-à-dire la santé humaine et la santé animale.

Bioniche est une entreprise biopharmaceutique canadienne de pointe, axée sur la recherche et la technologie. À ce titre, elle découvre, met au point, fabrique et commercialise des produits exclusifs tant en santé humaine qu'en santé animale à l'échelle mondiale. En collaboration avec l'Université de la Colombie-Britannique, le Conseil de recherche de l'Alberta et l'Université de la Saskatchewan, Bioniche a développé un produit reconnu internationalement et breveté afin d'accroître la salubrité des aliments.

Il y a une génération, on n'entendait pas parler de la bactérie *E. coli* O157. Toutefois, cette souche mortelle de la bactérie est la cause de maladies d'origine alimentaire et hydrique qui constituent une menace importante à la santé des Canadiens. Les éruptions d'*E. coli* O157 touchent environ 26 000 Canadiens par année, augmentent les risques de maladies chroniques et peuvent même entraîner la mort. Cette souche redoutable de la bactérie est d'ailleurs à l'origine de la tragédie survenue à Walkerton, en Ontario, où sept personnes ont perdu la vie et des milliers d'autres sont tombées malades après avoir bu de l'eau contaminée.

Aux États-Unis, la bactérie *E. coli* O157 s'est propagée dans les épinards. On évalue les pertes à deux milliards de dollars. Ce que la plupart des consommateurs ignorent, comme dans le cas de Walkerton, c'est que les bovins sont la source de l'écllosion *E. coli* O157. Ce qu'ils ne savent pas non plus, c'est que partout dans le monde où il y a des bovins, on a signalé des cas de maladie chez les humains liés à la bactérie.

Les chercheurs ont identifié les bovins d'élevage comme étant la principale source d'*E. coli* O157. Cette souche particulière de la bactérie vit dans l'intestin des bovins, sans que cela n'ait de conséquences sur leur santé. Toutefois, lorsque la bactérie est rejetée dans l'environnement ou dans l'eau ou encore entre en contact avec de la nourriture, elle peut tuer des gens, et elle l'a déjà fait.

Même si l'*E. coli* est associée principalement à la « maladie du hamburger », de plus en plus de consommateurs la contractent après avoir consommé des produits frais contaminés plutôt que du boeuf haché. Douze ans se sont écoulés depuis la tragédie de Walkerton, et pourtant, on a encore signalé des cas d'infection humaine et des rappels alimentaires liés à ce pathogène pas plus tard qu'il y a deux semaines ici même au Canada. En dépit du système actuel d'inspection et des mesures de contrôle en place, la bactérie *E. coli* O157 continue de faire des ravages.

Les consommateurs canadiens veulent avoir la certitude que la nourriture qu'ils servent à leur famille est sûre. Ils méritent qu'on prenne toutes les mesures pratiques et raisonnables pour assurer la salubrité de leurs aliments.

La bonne nouvelle, c'est que nous pouvons en faire plus pour répondre aux besoins des consommateurs. Nous sommes maintenant mieux en mesure de garantir la salubrité de nos aliments, grâce au nouveau vaccin novateur dont je vous ai parlé plus tôt.

Un brillant microbiologiste du nom de Brett Finlay, récipiendaire de l'Ordre du Canada, a conçu le premier vaccin au monde permettant de réduire l'excrétion par le bétail de la bactérie E. coli O157. Ce vaccin a été développé en partie grâce aux prêts et subventions à la recherche du gouvernement canadien, et représente un pas de géant pour remédier à cette situation urgente.

À Bioniche, nous considérons qu'il s'agit du premier vaccin qui vise à protéger la santé humaine et qui n'est pas administré à des humains. Étant donné que les bovins ne manifestent aucun symptôme lié à cette bactérie, ce vaccin ne vise pas à protéger la santé animale. Toutefois, en réduisant la quantité d'E. coli O157 qui est éliminée par le bétail dans l'environnement, et en limitant ainsi le risque de contamination de l'eau, des produits du boeuf ou d'autres produits, on prévient les maladies chez les humaines.

Le problème, c'est que nous devons assurer l'utilisation répandue du vaccin afin de mieux protéger la santé du public, d'étendre les marchés pour les éleveurs de bovins canadiens et de renforcer la confiance des consommateurs envers la salubrité des aliments canadiens. Nous recommandons que le gouvernement fédéral finance un programme de vaccination volontaire à l'échelle nationale qui permettrait aux éleveurs d'avoir accès au vaccin gratuitement, par l'entremise de leurs vétérinaires, au moment de vacciner leurs animaux contre les maladies communes.

● (1545)

Encore une fois, le vaccin ne vise pas à protéger les bovins; il prévient la maladie chez les humains.

La réalité fait en sorte qu'il est difficile pour les producteurs bovins et laitiers de justifier le coût supplémentaire que représente le vaccin. Il n'y a aucun système en place qui oblige les détaillants de boeuf haché à indemniser les éleveurs de bovins, étant donné que la chaîne d'approvisionnement du boeuf est très diversifiée et pas du tout intégrée. Rien non plus n'oblige le secteur des produits frais à indemniser les éleveurs de bovins au chapitre de la réduction des risques.

En période d'austérité, nous sommes conscients que ce n'est pas le bon moment pour demander au gouvernement d'envisager un nouveau programme de dépenses. En revanche, notre situation est unique au Canada, et le calcul est logique. Le Canada est prêt à profiter de l'accroissement de la demande de produits alimentaires dans le monde, et nous y gagnerons à adopter des technologies agricoles novatrices en matière de salubrité des aliments afin de répondre aux besoins des consommateurs.

Chaque dose du vaccin coûte 3 \$. Bien qu'il soit peu probable que tous les agriculteurs au Canada participent à un programme volontaire, il en coûterait environ 50 millions de dollars par année pour vacciner tous les bovins. Cet investissement permettrait d'accroître la confiance des Canadiens envers la salubrité des aliments et de réduire considérablement le coût annuel des soins de santé primaires et secondaires associés à la bactérie E. coli O157, évalués à 221 millions de dollars; d'obtenir la reconnaissance mondiale pour l'innovation canadienne et de créer des emplois en haute technologie afin d'introduire le vaccin sur le marché mondial;

de se tailler une réputation de chef de file mondial en matière d'interventions novatrices en santé publique et de salubrité des aliments à la ferme et de répondre à la demande des consommateurs pour des produits alimentaires sûrs.

La bactérie E. coli O157 demeure une problématique de santé publique persistante. Vous avez ici la possibilité de non seulement stimuler l'économie en rétablissant la confiance des consommateurs, mais aussi de réduire les maladies, d'alléger un fardeau qui pèse de plus en plus sur notre système de santé et, au bout de compte, de sauver des vies.

Les consommateurs réclament, à juste titre, des produits alimentaires sûrs et fiables. Ils s'attendent à ce qu'on prenne toutes les mesures nécessaires et raisonnables pour veiller à ce que les aliments canadiens soient propres à la consommation. Nous demandons au comité de recommander la mise en place d'un programme de vaccination volontaire contre l'E. coli O157 à l'échelle nationale afin de démontrer la capacité du Canada à répondre aux besoins des consommateurs sur le plan de la salubrité alimentaire, autant à l'échelle locale que mondiale.

Merci.

● (1550)

Le président: Merci beaucoup.

Enfin, nous allons entendre Mme Anna Paskal, de Sécurité alimentaire Canada. Vous disposez de 10 minutes.

Mme Anna Paskal (conseillère principale de direction, Sécurité alimentaire Canada): Je vous remercie beaucoup de me donner l'occasion de vous parler cet après-midi. C'est un grand honneur d'être ici parmi vous, nos élus. Vous travaillez à améliorer la situation au Canada et à bâtir un avenir meilleur en matière d'alimentation. Sécurité alimentaire Canada partage de tout coeur ces objectifs importants.

Mon nom est Anna Paskal et je suis conseillère principale des politiques pour Sécurité alimentaire Canada. Comme vous le savez peut-être, Sécurité alimentaire Canada est le seul organisme national à réunir des Canadiens de partout au pays et de toutes les sphères du mouvement pour l'alimentation.

On parle ici d'agriculteurs, de pêcheurs, de gens qui travaillent dans des banques alimentaires, d'enseignants, de nutritionnistes, de diététistes, d'organismes d'aide alimentaire internationaux, de syndicats, de réseaux alimentaires provinciaux et territoriaux et bien plus encore. Il s'agit du regroupement le plus diversifié et dynamique de gens et d'organisations qui oeuvrent au chapitre de l'alimentation au Canada.

Notre but commun est de travailler à la création d'un système alimentaire sain, juste et écologique, au-delà du cloisonnement par disciplines et par régions.

Nous sommes ici pour parler des moyens de satisfaire aux exigences des consommateurs dans le cadre du processus de renouvellement de Cultivons l'avenir. Nous croyons que Sécurité alimentaire Canada est bien placé pour aborder la question. C'est en répondant vraiment aux besoins exprimés par les consommateurs que nous pourrions bâtir un pays plus solide et en meilleure santé pour chacun d'entre nous.

Je vais maintenant vous parler de ce qui nous a amenés ici aujourd'hui afin de vous faire quelques recommandations.

Sécurité alimentaire Canada vient de terminer un exercice pancanadien sans précédent « Pour une politique alimentaire populaire ». Ce projet a réuni, sur une période de trois ans, 3 500 citoyens du Canada désireux de discuter d'une politique alimentaire canadienne.

La politique alimentaire populaire s'appuie sur les principes de la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire est une approche selon laquelle le droit de définir ses systèmes alimentaires revient avant tout aux personnes, aux collectivités et aux États-nations. Ces dernières années, 3 500 Canadiens ont participé à l'élaboration de la politique par des activités telles que la tenue d'assemblées de cuisine, l'envoi de mémoires et le travail bénévole au sein d'équipes de rédaction des politiques. D'un bout à l'autre du pays, des milliers de citoyens se sont donc assis autour d'une table de cuisine pour parler de leurs expériences concrètes en matière d'alimentation. Comme ce sont tous des consommateurs, les priorités de la politique alimentaire populaire reflètent précisément ce que veulent les consommateurs aujourd'hui.

Il en est ressorti un rapport sommaire intitulé *Du pain sur la planche: une politique alimentaire populaire pour le Canada*, un document que vous avez reçu avant la séance d'aujourd'hui. Le processus a aussi mené à la production de 10 documents de politique détaillés; nous vous avons remis le plus pertinent qui porte sur l'agriculture, mais il y a plusieurs autres sujets, comme les sciences et technologies, de même que la politique alimentaire internationale. Vous pouvez les consulter sur notre site Web.

Dans son ensemble, la politique alimentaire populaire est la plus complète des politiques alimentaires nationales proposées aujourd'hui au Canada. Je tiens à le préciser, parce que nous sommes arrivés à un point où de nombreux secteurs et organisations établissent des politiques ou des stratégies nationales en matière d'alimentation; la politique alimentaire populaire est la plus complète de toutes, alors je vous demanderais de la considérer dans le cadre de vos discussions.

L'idée d'une politique alimentaire populaire vient d'un constat majeur: notre système alimentaire ne répond pas aux attentes de la population. Au Canada, près de deux millions et demi de personnes ne mangent pas à leur faim sur une base régulière. Deux millions et demi. J'insiste là-dessus parce que beaucoup de Canadiens, y compris nos élus, ne sont pas au courant de la situation de l'insécurité alimentaire au pays. En même temps, des milliers de fermes familiales sont en train de disparaître, l'obésité frappe une personne sur quatre, et l'environnement est poussé à la limite par le système alimentaire industriel qui contribue en grande partie aux changements climatiques. Il n'est donc plus possible de s'en tenir au statu quo.

Le Canada peut jouer un rôle de chef de file mondial en saisissant cette possibilité de changement et en répondant aux besoins des consommateurs tout en renforçant la société, la santé globale de la population et l'économie. Cette approche serait fondée sur la priorité absolue de la politique alimentaire populaire, à laquelle ont participé des milliers de Canadiens d'un bout à l'autre du pays: un système alimentaire local durable.

Autrement dit, les consommateurs veulent des aliments qui sont produits et transformés près de chez eux, au moyen de méthodes durables. Cela correspond aux objectifs que vous avez déjà définis dans le cadre de Cultivons l'avenir sur les plans de la compétitivité et de la croissance du marché, et plus particulièrement de l'adaptabilité

et de la durabilité. Une stratégie alimentaire locale durable contribuerait à cette démarche.

• (1555)

Tour à tour, des gens de milieu rural et urbain, Autochtones et non-Autochtones, sont venus nous dire qu'ils voulaient servir à leurs familles des aliments produits et transformés plus près de chez eux, selon des modes de production écologique. Je pense que cela revient à ce que disait M. Johnston.

Cela peut entraîner d'énormes avantages. En multipliant les possibilités de vente et de transformation à l'échelle locale, on raccourcit la chaîne alimentaire, ce qui réduit les coûts et préserve l'environnement. Cette façon de travailler rapproche les agriculteurs des citoyens consommateurs, ce qui optimise les revenus agricoles. La reconstruction des économies alimentaires à l'échelle locale et régionale permet de revitaliser les régions rurales et isolées, et d'offrir des aliments sains et frais à plus de gens, y compris aux citoyens. Le virage vers une alimentation fraîche et saine à partir d'ingrédients locaux peut profiter grandement à la population — des élèves dans les écoles jusqu'aux personnes en convalescence dans nos hôpitaux.

Un virage de ce genre peut réduire les coûts de santé et de services sociaux, sans parler des coûts pour l'environnement et autres coûts externes. Soutenir la production alimentaire durable à l'échelle locale est l'exemple par excellence d'une approche stratégique gagnant-gagnant.

De nombreux exemples émanent de notre collectivité novatrice et entrepreneuriale, dont bon nombre sont des membres de Sécurité alimentaire Canada. Je ne vais que vous en mentionner trois pour vous illustrer ce que j'entends par approches alimentaires locales et durables.

L'un d'entre eux a déjà été cité par M. Evan Fraser, mais je vais le répéter, parce que je considère que cela mérite d'être dit deux fois. Je parle ici de FarmStart. FarmStart est une ONG qui appuie les jeunes agriculteurs écologiques en leur donnant la chance d'essayer le métier d'agriculteur puis en leur offrant un soutien — soit technique ou de planification d'entreprise —, afin qu'ils puissent lancer leur propre entreprise.

Un autre exemple est FoodShare, établi à Toronto. Il s'agit d'un groupe qui s'approvisionne en fruits et légumes auprès de fermes locales pour ensuite les revendre à un prix abordable à une centaine d'écoles de la métropole. Ces fruits et légumes sont aussi distribués aux communautés défavorisées de la ville.

Il y a aussi l'approche Local Food Plus qui aide à bâtir des économies alimentaires régionales grâce à l'approvisionnement local durable. C'est comme une agence de rencontres pour les acheteurs et les producteurs d'aliments locaux et durables. On les réunit, on vérifie leurs antécédents et on atteste qu'il s'agit bel et bien d'aliments locaux et durables.

Ce ne sont que quelques-uns des programmes alimentaires locaux constructifs et novateurs qui émanent du mouvement pour l'alimentation. Chose certaine, tous profiteraient grandement de fonds supplémentaires et d'un environnement politique favorable.

Une bonne partie de la population appuie déjà les systèmes alimentaires positifs et visionnaires — on constate un intérêt sans précédent pour l'alimentation locale et durable. Les gens parlent de leurs fournisseurs d'aliments comme ils parlent de leurs médecins. C'est une fierté de savoir d'où proviennent nos aliments. Cependant, pour obtenir un véritable changement systémique et bénéficier pleinement des avantages cités précédemment, il faut intégrer au processus d'élaboration des politiques des mesures qui favorisent le caractère durable du système alimentaire local.

L'approvisionnement aux paliers fédéral, provincial, territorial et municipal peut jouer un rôle clé à cet égard. Écoles, hôpitaux, universités, établissements correctionnels, assemblées législatives et bureaux gouvernementaux: tous peuvent être de précieux alliés dans l'édification du genre de système alimentaire réclamé par les citoyens dans le cadre de la politique alimentaire populaire.

Si Sécurité alimentaire Canada devait vous faire qu'une seule recommandation, ce serait d'optimiser les possibilités offertes par ce processus de renouvellement en appuyant l'intégration d'une stratégie alimentaire durable et locale au cadre de Cultivons l'avenir. Avec une stratégie claire et explicite, et un budget pour soutenir l'alimentation locale durable, nous pourrions résoudre les nombreuses difficultés auxquelles notre pays est confronté.

Nous pourrions également réaliser les objectifs de Cultivons l'avenir: la compétitivité, la croissance du marché, l'adaptabilité et la durabilité. Si cela vous intéresse, les documents que nous vous avons remis exposent en détail en quoi consiste la stratégie alimentaire locale.

En appuyant la production alimentaire locale, la transformation régionale des aliments et l'infrastructure alimentaire locale — et en développant une nouvelle demande communautaire et institutionnelle pour des aliments produits localement de manière durable —, nous pourrions édifier un nouveau système alimentaire pour le Canada. Cela suppose un virage important de la part d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et d'autres ministères — mais nous pouvons le faire — et nous bénéficierons de l'appui général de la population canadienne.

Si nous pouvons quadrupler les exportations alimentaires en 20 ans, comme nous venons de le faire, nous sommes assurément capables de quadrupler la production, la transformation et la consommation d'aliments de proximité au Canada. Cela aura une incidence énorme sur notre économie, notre environnement et notre santé.

• (1600)

Grâce à une stratégie alimentaire locale durable complète et financée par le gouvernement fédéral, nous pouvons travailler ensemble en misant sur l'incroyable esprit novateur qui soutient déjà des systèmes de production et de transformation alimentaires diversifiés, décentralisés et résilients.

Ce faisant, nous pouvons accroître la vigueur de notre économie, la résilience de notre environnement et la santé de notre population. Avec votre appui, nous pouvons y arriver!

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant enchaîner avec la période de questions. Mme Raynault entamera ce premier tour de cinq minutes.

Allez-y, madame Raynault. Vous disposez de cinq minutes.

[Français]

Mme Francine Raynault (Joliette, NPD): Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à Mme Paskal. J'ai lu en diagonale votre mémoire, qui nous informe beaucoup sur la Politique alimentaire populaire. Des milliers de personnes ont été consultées et ont donné leur opinion sur la nourriture que nous mangeons aujourd'hui. Malgré toutes les productions commerciales, il y a des gens qui ne mangent pas à leur faim.

Est-ce parce que le prix des fruits, des légumes et des viandes est trop élevé? Est-ce parce que les gens ne gagnent pas assez d'argent pour en acheter?

Mme Anna Paskal: C'est une question de pauvreté, en effet.

Les autres recommandations de la Politique alimentaire populaire reflètent d'autres priorités. J'ai noté deux priorités, soit une alimentation durable et locale, mais il y en a cinq en tout. L'une d'entre elles est un programme fédéral de prévention de la pauvreté. Si on ne s'attaque pas de façon systémique au fait que les gens ne peuvent pas avoir de nourriture saine, on ne pourra jamais régler la situation de l'insécurité alimentaire au Canada.

Mme Francine Raynault: Tout à fait. De plus, on sait que les banques alimentaires sont de plus en plus sollicitées. Je trouve déplorable que des gens ne puissent pas s'acheter de la nourriture.

En ce qui a trait à l'agriculture, comment pourrait-on encourager les jeunes, garçons et filles, à devenir producteurs ou productrices agricoles, à élever des animaux, à cultiver des légumes, et ce même si ces jeunes ne sont pas issus de familles d'agriculteurs? Les gens auraient besoin de l'aide du gouvernement pour s'établir. Qu'en pensez-vous?

Il faudrait qu'il y ait plus de légumes locaux disponibles sur le marché. Les fermes seraient certainement moins grandes; elles n'auraient pas une superficie de 1 000 acres, mais plutôt de quelques centaines. Cependant, elles pourraient nourrir les gens localement.

Mme Anna Paskal: En effet, on a perdu, en 15 ans, 62 p. 100 de nos jeunes fermiers et fermières. C'est une situation très grave. Si on veut de l'agriculture et de la nourriture canadienne, il faut qu'on ait des fermiers et des fermières canadiennes. Pour ça, il faut tenir compte du revenu des fermiers. Maintenant, comme vous le savez, leur revenu est inférieur à zéro, si on tient compte du fait que les gens travaillent à l'extérieur de la ferme et qu'on exclut les subventions. Il faudrait donc d'abord pouvoir soutenir les revenus, et nous avons plusieurs suggestions en ce sens. Par la suite, il faudrait des programmes pour accompagner les nouveaux fermiers et les nouvelles fermières qui voudraient faire de l'agriculture.

J'ai fait référence à une ONG basée en Ontario qui fait cela très bien et qui commence à avoir des programmes dans les autres provinces. Toutefois, il y a un manque de financement. Si on avait plus de programmes comme celui-là, on pourrait permettre aux jeunes fermiers et fermières d'essayer de se lancer en agriculture. Il faut avoir des programmes d'accompagnement des fermiers et fermières qui font ce métier depuis longtemps, afin de savoir s'ils aiment ça, connaître les défis et voir à quoi il faut s'attendre. Il faudrait aussi de l'accompagnement sur le plan des finances. Il faut développer des plans d'affaires et tout ça. Il y a des ONG qui le font très bien, mais elles ont besoin de soutien pour élaborer ces plans, et d'un système politique qui peut appuyer ce genre de programmes visant à amener plus de fermiers et de fermières au Canada. C'est la question clé pour avoir plus de nourriture canadienne durable au Canada.

• (1605)

Mme Francine Raynault: D'où proviendrait ce financement?

Mme Anna Paskal: Il pourrait provenir de plusieurs secteurs, puisque c'est un investissement dans notre avenir. Le financement pourrait donc provenir du gouvernement ou du secteur privé.

On peut évaluer quels seraient les avantages sociaux et les avantages liés à notre système de santé. Combien pourrait-on épargner en ayant plus de fruits et de légumes frais, cultivés localement?

L'obésité et les problèmes cardiaques coûtent des milliards et des milliards de dollars à notre pays. Nous suggérons quasiment un revirement vers une agriculture locale et durable qui aura des impacts énormes sur la santé, l'économie et l'environnement de notre pays.

Mme Francine Raynault: Je ne veux pas nommer de pays, mais on sait que les aliments que nous exportons sont vérifiés à 100 p. 100, alors que seulement 2 p. 100 de ceux qui nous arrivent d'ailleurs sont vérifiés. Donc, on ne sait pas vraiment ce qu'on mange. Eux utilisent peut-être des insecticides et d'autres produits que nous n'avons plus le droit d'utiliser depuis plusieurs années. Pourtant, on nous en fait manger quand même.

Mme Anna Paskal: Oui, et on sait ce que les consommateurs veulent. Il y a une croissance énorme d'intérêt pour ce qu'on mange. On veut manger des aliments sains et frais provenant de producteurs près de chez nous, qu'on connaît. C'est bon pour tout le monde. C'est la raison pour laquelle je vous encourage à considérer un aspect concret de cette politique qui appuie l'agriculture locale et durable. On peut faire beaucoup.

Mme Francine Raynault: Mon temps de parole est-il écoulé, monsieur le président?

Merci.

[Traduction]

Le président: Je vais maintenant céder la parole à M. Lemieux pour cinq minutes.

M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à nos témoins d'être des nôtres aujourd'hui.

J'aimerais clarifier une chose au chapitre de la transformation alimentaire.

Monsieur Johnston, vous estimez que les transformateurs d'aliments bénéficient d'un niveau de financement insuffisant. Je tiens à tout le moins à informer mes collègues que dans le cadre du Fonds Agri-flexibilité, nous avons annoncé un investissement de 50 millions de dollars dans le secteur de la transformation agroalimentaire. Ce fonds prendra fin en 2014. Jusqu'à présent, 20 de ces 50 millions de dollars ont déjà été affectés par l'entremise de 35 ententes. Si je me fie aux chiffres qu'on nous a présentés, on devrait créer plus de 550 emplois.

Je sais qu'il y a eu d'autres investissements. Par exemple, il y a Food Beverage Canada, l'Institut de technologie d'Alberta — je pense que vous l'avez mentionné — et d'autres initiatives visant à venir en aide au secteur de la transformation alimentaire.

Il s'agit d'un secteur important. À mon avis, ce secteur est fortement en demande. Les Canadiens sont de plus en plus occupés et veulent des produits transformés. Je sais que nos transformateurs d'aliments s'efforcent d'offrir des produits avantageux, nutritifs et

bien présentés afin que cela devienne un choix naturel pour les Canadiens.

J'aimerais vous poser quelques questions. Tout d'abord, quand je pense aux aliments transformés, je pense à un secteur très vaste. Par exemple, on peut prendre de l'ail frais, l'émincer et l'emballer sous vide. Cet aliment est transformé dans une certaine mesure. Mais on peut aussi offrir un repas complet à un consommateur.

Quand vous parlez du secteur de la transformation alimentaire en général — je suis sûr que vous couvrez également ce large éventail —, pourriez-vous me dire quel est le segment le plus important du secteur de la transformation des aliments?

De plus, où se situe la croissance au sein du secteur? Que veulent les Canadiens?

En ce qui me concerne, quand je vais à l'épicerie, je constate beaucoup de changements au niveau des produits. Je remarque des nouveaux produits sur les tablettes et des produits déjà existants dans un nouvel emballage ou avec différents attributs. Je suppose que c'est ce que veulent les Canadiens et c'est ce qu'ils sont prêts à choisir.

J'aimerais que vous disiez au comité où se trouve la croissance au sein du secteur et comment le secteur s'y prend pour répondre à la demande.

M. Ted Johnston: Pour répondre d'abord à votre première question, sur la gamme de nos produits, les membres de mon association vont des transformateurs qui lavent et ensachent des carottes à ceux qui préparent un repas complet comme celui que vous évoquiez, en passant par toute la gamme intermédiaire, et leurs produits sont conditionnés en frais ou autrement.

Au Canada, le principal maillon, par la taille, dans le secteur est constitué des abattoirs de vaches et de porcs qui découpent les carcasses et mettent les pièces de viande en boîte. Le sud de l'Alberta est très bien représenté dans cette activité.

Quant à savoir à quels endroits a lieu la croissance dans l'industrie canadienne, il faut tenir compte de la situation du marché mondial. Je le dis en toute franchise, nous sommes un grain de sable dans le désert. Nous sommes 37 millions; nous sommes un très petit pays. Nous parlons sans cesse de dominer mais, en réalité, notre avenir se trouve dans l'occupation des meilleurs créneaux.

Par exemple, une entreprise albertaine est devenue le premier boulanger-pâtisseries en importance en Amérique du Nord dont les produits sont sans gluten. Elle en vend beaucoup sur Internet et elle les fait livrer par messenger. C'est également, en importance, le premier utilisateur de services de messagerie dans l'Ouest canadien. Chaque jour, elle expédie ses produits aux États-Unis. Des filiales verront bientôt le jour en Europe. Elles fonctionneront selon la même méthode, en utilisant les services de messagerie.

Le monde offre de nouvelles possibilités. Voilà un créneau très précis dans lequel l'entreprise peut exceller et utiliser des produits agricoles canadiens, bien que des difficultés subsistent. Elle ne peut pas trouver en Alberta un produit indispensable; elle doit s'approvisionner au Manitoba. Il faut contourner ce genre d'obstacles également.

Bref, la croissance aura lieu dans des créneaux. Ce sont les détaillants, particulièrement, qui réagissent aux désirs de leurs clients. C'est là que le contact se fait, pas chez nos membres ni chez les agriculteurs. Les détaillants nous informent des faits et des tendances. Parfois, ils suscitent la demande, comme Loblaw's dans ses *Insiders Reports*; parfois encore, la demande provient de diverses organisations.

•(1610)

M. Pierre Lemieux: Savez-vous si vos clients ont recours, par exemple, au financement qui pourrait être accessible grâce à Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, DEO? Il s'agit d'organismes dont le but est de favoriser la croissance économique, et tous ces transformateurs du secteur alimentaire sont des entreprises. Ils ont besoin d'équipement neuf, de nouveaux employés, de croissance et d'expansion dans d'autres marchés. Il existe des sources accessibles de financement du développement économique qui ne sont pas nécessairement axées sur l'agriculture, et je me demande si vos clients en profitent.

M. Ted Johnston: Ce n'est pas à DEO que les entreprises s'adresseraient naturellement. Notre association collaborera avec DEO dans certains programmes, habituellement en partenariat avec la province. Une entreprise a mis sur pied un programme d'expansion sous marque privée, dans l'Ouest canadien, particulièrement en Alberta, avec l'idée d'exporter le produit aux États-Unis. Les résultats ont été absolument remarquables tant que le dollar a valu 85 ¢, mais le programme a pris fin dès qu'il y a eu parité du dollar. L'entreprise a fait faillite et a cessé toute activité.

Cependant, en Alberta, la fortune nous sourit et je présente l'Alberta comme un exemple de ce qu'il est possible de faire. Je pense qu'il faut agir à l'échelle nationale. La participation fédérale est indispensable. Nous disposons de l'AFSC, l'Agriculture Financial Services Corporation, constituée d'abord pour gérer les programmes de sécurité du revenu en Alberta, mais qui s'est diversifiée. Elle offre maintenant des programmes de financement de base à l'appui de la modernisation et de l'automatisation de cette industrie en Alberta.

M. Pierre Lemieux: Comme le font les réductions d'impôt n'est-ce pas? Par exemple, les transformateurs de l'agroalimentaire peuvent bénéficier de réductions générales de l'impôt des sociétés quand ils achètent de nouveaux biens d'équipement.

M. Ted Johnston: Pour revenir aux PME, elles constituent le plus grand nombre d'entreprises au pays. Pour elles, l'enjeu n'est pas les réductions d'impôt. Le principal problème, c'est d'obtenir d'abord les capitaux nécessaires à leur activité, ce qui leur permettra de faire les profits où interviennent les réductions d'impôt. Elles ont au départ besoin de capitaux.

M. Pierre Lemieux: C'est là, je pense, que se situe le rôle d'Agri-flexibilité ou de DEO. Les entreprises peuvent demander du financement à des programmes de développement économique pour les aider à réaliser ce genre d'expansion.

Le président: Pierre, vous...

M. Pierre Lemieux: Merci, monsieur le président.

Le président: Je vous en prie.

Allez-y, monsieur Eyking. Vous disposez de cinq minutes.

L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.): Merci, monsieur le président.

J'espère simplement que le secrétaire parlementaire se rend compte que les prêts ne sont pas la panacée, particulièrement contre l'avalanche actuelle de nouveaux règlements. Les Américains, on le constate, ont débloqué beaucoup d'argent pour aider les transformateurs.

Monsieur Johnston, j'ai visité beaucoup d'usines en Alberta. Vous vous en souvenez? Oui? Nous avons visité un abattoir de poulets qui, le lendemain, a cessé ses activités. J'espère qu'il a repris son activité, mais c'était vraiment une visite mémorable.

Il est surprenant de constater que les gens ne se rendent pas compte de la quantité d'aliments à valeur ajoutée qui se produit en Alberta. Chapeau au gouvernement de la province, qui contribue à cette réussite!

L'une des choses que vous avez mentionnées me dérange. Cela concerne Loblaws, Walmart et autres. Je constate que les agriculteurs ou les transformateurs ne sont pas seulement continuellement soumis à des inspections mais qu'ils reçoivent aussi de nouveaux mandats de n'importe qui. Ils ont un jour la visite d'inspecteurs fédéraux, le lendemain d'inspecteurs provinciaux et le surlendemain d'inspecteurs de Loblaws. En ce qui concerne leurs allées et venues, la modification de leurs règles de conduite et de leurs méthodes de transformation, cela frise le harcèlement.

Le gouvernement fédéral ne devrait-il pas prendre l'initiative de réunir les représentants de Loblaws, de Walmart et de Sobey's, de réaffirmer, comme nous tous ici, que, d'accord, les Canadiens veulent que leurs aliments soient salubres, puis de s'interroger sur la façon de s'y prendre? Nous pourrions présenter aux agriculteurs ou aux producteurs un plan de la marche à suivre et leur offrir de l'aide, financière...

Actuellement, on ne fait pas que quasiment harceler les producteurs, mais on provoque une augmentation des coûts. Les producteurs doivent s'arrêter pour modifier leurs installations, mais, ensuite, leurs produits ne leur procurent pas plus de profit.

Le gouvernement fédéral ne devrait-il pas prendre l'initiative de rassembler tous les acteurs pour déterminer les orientations et les moyens?

•(1615)

M. Ted Johnston: Je vous remercie d'amener le plan d'action dans la discussion, parce que ce document réalisé conjointement par l'industrie et le gouvernement traite spécifiquement du problème de la concentration, celle des détaillants, mais il y a pire dans la restauration. La restauration représente le tiers du secteur. Les deux premières sociétés sont américaines; l'une a même déménagé son bureau des achats aux États-Unis. Il ne reste rien au Canada. Pour s'adresser directement à lui, il faut se rendre à Grand Rapids, au Michigan. Le gouvernement du Québec a étudié les répercussions de cette concentration dans le secteur du détail au Canada, et je pense que certaines constatations n'ont rien de réjouissant. L'étude n'a pas encore été publiée.

Cependant, au cours de la table ronde, nous avons mentionné que le gouvernement du Canada devait prendre en quelque sorte l'initiative à cet égard. J'ai une anecdote à ce sujet.

L'exploitant d'une usine de transformation des viandes en Alberta vient de dépenser 3,5 millions de dollars pour qu'elle soit sous le contrôle d'inspecteurs fédéraux et reçoive l'agrément de l'ACIA, qu'elle a d'ailleurs reçu. Pourtant, il ne peut pas vendre ses produits à Loblaws, faute de posséder la certification BRC, British Retail Consortium. Pour cela, il faudrait dépenser encore 1,5 million. Il s'est adressé à la banque qui lui a demandé de voir son plan d'augmentation des ventes. Il a répondu qu'il n'y avait pas d'augmentation des ventes, qu'il essayait simplement de conserver son entreprise.

Il n'y a pas d'avantage économique, mais il y a un coût et, effectivement, c'est du harcèlement. C'est un problème, un problème énorme.

L'hon. Mark Eyking: J'ai d'autres questions à poser, mais on m'autorise à n'en poser qu'une. Je n'ai droit qu'à cinq minutes d'intervention en deux heures. Je le mentionne pour le compte rendu.

M. Ted Johnston: J'ai pris une partie de ce temps dans mon exposé.

L'hon. Mark Eyking: Dans notre région, il y a une production alimentaire locale. Si vous produisez de succulentes framboises ou fraises, vous devez, pour en faire des confitures ou des gelées ou vendre votre produit localement, le faire vous-mêmes à partir de chez vous. Quant à le vendre chez Loblaws, même si on possède les bons codes et qu'on satisfait à toutes les exigences, c'est presque impossible. Ce vaste réseau est presque fermé aux producteurs locaux. Nous observons le même phénomène chez les apiculteurs. Les beaux discours, les encouragements, c'est bien, mais quel énorme fossé à franchir pour le simple producteur qui a besoin d'aide pour écouler sa production!

Quelqu'un ne devrait-il pas prendre le relais? Les espoirs ne devraient-ils pas être permis? Les détaillants font leurs campagnes d'achat local sans état d'âme, mais, même si, dans la région, on trouve quatre apiculteurs, il leur est plus facile de se procurer leur miel en Argentine.

Mme Anna Paskal: Je suis entièrement d'accord avec vous. En fait, il s'agit là de certains éléments concrets d'une stratégie que nous proposons pour favoriser les produits alimentaires locaux.

Au Canada, nous devons reconstruire la partie intermédiaire de notre système agricole. Nous devons reconstruire les moyens régionaux et locaux de transformation pour que les gens aient accès localement aux produits ainsi transformés. Les avantages pour l'économie seront également énormes.

Il serait également très utile — et une politique peut y aider — que ces systèmes alimentaires locaux possèdent des représentants qui serviraient d'intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs. Ils pourraient rassembler les aliments produits localement pour qu'il soit aussi facile de les acheter que d'aller chez Sysco, par exemple. Nous en avons déjà des exemples dans le mouvement pour l'alimentation. L'approche *Local Food Plus* est un très bon exemple. Elle permet de rassembler les produits que le consommateur recherche — viande, produits alimentaires, miel, céréales — et de les lui vendre en lui épargnant la peine de trouver chaque vendeur de ces produits.

L'hon. Mark Eyking: Ce n'est pas que Loblaws soit dans ma ligne de mire, mais il est vraiment difficile de vendre ses produits dans cette chaîne. C'est bien dommage. Il doit y avoir moyen d'encourager les...

Ils annoncent les produits alimentaires locaux, mais ils n'achètent pas le miel local parce que c'est simplement moins compliqué d'en faire venir toute une palette d'ailleurs. C'est de ça, simplement, qu'il s'agit, mais personne ne leur demande de rendre des comptes.

• (1620)

Mme Anna Paskal: Il y a deux facettes à cette réalité. Il s'agit d'abord de faciliter le regroupement des produits alimentaires durables locaux. Puis, il faut mettre en place un ensemble de politiques qui obligeront les grands détaillants à acheter des produits durables et locaux.

Les biocarburants constituent un exemple. D'après la loi, ils doivent constituer 10 p. 100 des carburants vendus. Nous pouvons de même, par la loi, préciser un certain pourcentage de produits alimentaires canadiens locaux et durables dans notre circuit de vente

au détail. Nous avons le pouvoir de le faire, et le précédent mentionné existe.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Payne, vous disposez de cinq minutes.

M. LaVar Payne (Medicine Hat, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être venus.

Il existe un certain nombre de sujets importants qui font partie des demandes des consommateurs. L'une de ces demandes, que nous avons entendue très souvent, concerne la salubrité et l'autre, la compétitivité commerciale.

Vos observations, monsieur Johnston, sur le dollar à 60 ¢ et à 85 ¢ m'ont beaucoup intéressé. Si on veut être concurrentiel, il faut l'être à ce niveau également, que le dollar vaille 60 ¢ ou 1 \$.

J'aimerais que vous m'en disiez un peu plus au sujet des transformateurs de produits alimentaires. Existe-t-il une explication au fait qu'ils n'ont pas réussi à être concurrentiels à cause de la valeur du dollar?

M. Ted Johnston: Cela se résume à toute la discussion qui a porté sur le coût relatif des aliments. Au Canada, la part du revenu disponible consacrée à l'alimentation est beaucoup plus modeste que pas mal partout ailleurs dans le monde, particulièrement en Europe. Ici, l'alimentation est relativement peu coûteuse, et l'effet de resserrement exercé sur les marges, du fait de la concentration des points de vente au détail, dans la restauration, se répercute sur les transformateurs, dont les marges se resserrent à leur tour.

On s'en aperçoit par le fait que les Américains consacrent environ 2,5 p. 100 de leur capital à la dépréciation, alors que nous, c'est 0,8 p. 100. C'est par ce moyen que nous essayons d'améliorer les bilans financiers. Nos investissements ne sont même pas à la hauteur de la valeur conventionnelle de la dépréciation. Le phénomène, qui dure depuis un certain nombre d'années, a nui à la modernisation et à l'automatisation.

Aux Pays-bas, les décisions sont allées dans un sens tout à fait opposé. Après la Deuxième Guerre mondiale, les Néerlandais se sont dit que jamais plus ils ne souffriraient de la faim. Ils ont investi dans cette industrie. Ils l'ont automatisée. L'attaché commercial de Washington m'a dit qu'ils avaient investi 54 000 \$ par heure de travail dans l'industrie de la transformation des aliments. Dans ce secteur, les salaires et les avantages sociaux sont supérieurs à ceux des Américains. Pourtant, ils battent les Américains à leur propre jeu parce qu'ils sont très fortement automatisés et qu'ils utilisent des installations de transformation très sophistiquées. C'est vraiment ce dont nous avons besoin ici.

Nous disposons d'un vaste territoire agricole. Nous pourrions transformer toute cette magnifique production agricole qu'il assure. Nous possédons un pourcentage très important des réserves mondiales d'eau douce et nous n'avons pas été capables de trouver le moyen d'en tirer profit. Nous devons moderniser cette industrie et l'automatiser. Nous avons encore beaucoup d'emplois à offrir, parce que, dans certains secteurs, il y a actuellement pénurie. Si notre pays se dotait d'une politique pour redevenir la troisième ou, préférablement, la deuxième nation productrice de denrées alimentaires dans le monde, il ne manquerait vraiment que la volonté de se retrousser les manches et d'agir.

M. LaVar Payne: Dans la situation économique actuelle, nous savons très bien que nous pouvons subir des contraintes budgétaires et qu'il y aura certainement des compressions. Comment donc allons-nous nous y prendre, dans le cadre stratégique Cultivons l'avenir 2, parce que nous ne pourrions pas fournir l'argent qui est disponible. Mon collègue M. Lemieux a parlé de 50 millions de dollars disponibles, et je pense qu'on n'en a pris que 20 millions. Il me semble que certains transformateurs pourraient s'en servir.

Que fait votre organisation ou qu'avez-vous fait pour l'innovation dans la salubrité alimentaire chez les producteurs?

M. Ted Johnston: Les producteurs ou les transformateurs?

M. LaVar Payne: Je voulais dire les transformateurs. Désolé.

M. Ted Johnston: Pour l'innovation en matière de salubrité alimentaire, essentiellement toutes les normes dont j'ai parlé s'appliquent partout. Il y a l'Initiative mondiale sur la sécurité alimentaire, ISO 22000, SQF, BRC, le Programme d'amélioration de la salubrité des aliments. Nous n'avons rien à faire. De plus en plus de ces normes nous arrivent.

Nous participons à des consultations. Il y a environ quatre semaines, il s'est tenu, à Edmonton, une conférence fédérale-provinciale sur les politiques de salubrité alimentaire, à laquelle j'ai assisté. Beaucoup de cadres supérieurs de l'ACIA et de Santé Canada y ont participé et ont discuté de cette question. Ils ont notamment conclu que nous devons uniformiser les normes. Nous devons nous contenter d'une norme unique, à cause des coûts, etc.

L'industrie ne s'oppose pas à la réglementation. Certains pensent le contraire. Nous n'avons absolument rien contre la réglementation, mais nous avons besoin d'une norme unique. Dites-nous ce qu'elle est, et nous nous attellerons à la tâche et nous satisferons exactement à vos exigences, mais cinq normes, par exemple, c'est trop pour nous.

L'Initiative Agri-transformation est un bon exemple, bien que nos chiffres divergent. Les chiffres que je possède sont un peu plus élevés en ce qui concerne le rendement de l'initiative. Mais, notamment, elle ne subventionnera pas les modifications axées sur la salubrité des aliments.

•(1625)

M. LaVar Payne: J'ai une question à poser à M. Culbert.

Vous avez parlé du financement du vaccin pour les bovins. Je n'ai pas la moindre idée de ce que coûterait pareille mesure ou de ceux qui devraient se charger de la question. Faudrait-il que ce soit le producteur? Le gouvernement devrait-il intervenir? Les coûts devraient-ils être partagés entre le producteur, la province et le gouvernement fédéral? Je ne sais pas si vous avez des chiffres qui nous aideraient à comprendre cet aspect.

M. Rick Culbert: Je vous remercie de me poser la question. Comme je l'ai souligné, il est très difficile pour un producteur agricole de couvrir le coût de l'intervention d'un responsable de la santé publique. Qui le remboursera? En réalité, la question relève plutôt d'un amalgame de plusieurs ministères, si l'on peut dire. On pourrait intervenir un peu comme on le fait pour l'immunisation de la population. Mais dans le cas présent, ce n'est pas le public qui est concerné, mais les vétérinaires et l'industrie animale.

Les chiffres sont fort éloquentes. Il en coûterait 50 millions de dollars pour vacciner chaque tête de bétail du Canada. Par contre, les avantages juste sur le plan des coûts de soins de santé se chiffrent à 221 millions de dollars. Selon le George Morris Centre et certains économistes agricoles, les retombées découlant de la confiance du

consommateur s'élèveraient à quelque 80 millions de dollars, pour un grand total de plus de 300 millions de dollars.

Les chiffres indiquent qu'on obtiendra facilement des gains, qui proviendront toutefois de plusieurs sources. Les avantages pourraient se faire sentir au chapitre du commerce, de la santé publique et des puits municipaux. Il ne faudrait toutefois pas que ce soit l'éleveur de bovins qui assument le coût, et le cheptel serait en parfaite santé.

M. LaVar Payne: Me reste-t-il du temps?

Le président: Non, votre temps est écoulé.

Monsieur Rousseau, vous disposez de cinq minutes.

M. Jean Rousseau (Compton—Stanstead, NPD): Merci, monsieur le président.

[Français]

Ma question s'adresse aux trois témoins, en commençant par Mme Paskal. On dirait que la demande des consommateurs est de plus en plus paradoxale. Ils veulent un produit de qualité, souvent biologique, produit au Canada, mais ils veulent également payer le moins cher possible. C'est une contradiction à laquelle les producteurs semblent avoir de la difficulté à répondre. C'est difficile à cause de toutes sortes de données. On vient d'entendre parler des normes de salubrité. Il y a aussi le transport qui, au Canada, entraîne des coûts énormes.

Pour ma part, je crois beaucoup à l'achat local, aux produits des marchés publics locaux. Comment peut-on faire pour rendre une alimentation saine et équilibrée accessible à une population de plus en plus pauvre? En effet, l'écart entre les riches et les pauvres s'agrandit. On semble oublier une grande partie de notre population. C'est un problème qu'il sera difficile de régler d'ici 10 ou 15 ans. Comment peut-on faire pour régler ce problème?

Mme Anna Paskal: Merci de votre question. Cela nous préoccupe également.

En effet, il s'agit d'une question de comparaison des chiffres. On voit que la nourriture que l'on achète dans les magasins à 1 \$, par exemple, fait partie d'un système d'agriculture et de transformation industrielles qui bénéficie de beaucoup de subventions à tous les égards, entre autres pour le transport et la production. Par contre, il y a des coûts énormes associés aux conséquences sur la santé.

M. Jean Rousseau: D'autant plus que ces produits sont souvent importés.

Mme Anna Paskal: Oui, exactement. Et c'est nous qui payons les coûts en santé, en environnement et sur le plan social.

Par contre, dans le secteur local et durable, il n'y a presque pas de subventions. Les effets extérieurs sont énormes en termes environnementaux, sociaux. Il faut se pencher sur ces chiffres, parce que c'est ce qui cause l'inégalité dans la façon dont on perçoit les coûts. Il y a donc un vrai travail de révision à faire pour savoir comment on paye et quels sont les coûts des deux systèmes, bien que, pour notre part, nous aimerions plutôt les intégrer pour avoir plus de soutien. Sinon, on ne parle pas de la même chose. On ne parle même pas de pommes et d'oranges, mais d'avions et d'oranges, ou presque. Je dirais que ce serait un point de départ important.

•(1630)

[Traduction]

M. Jean Rousseau: Monsieur Culbert, voudriez-vous formuler un commentaire sur le même sujet?

M. Rick Culbert: Je vous demande pardon?

M. Jean Rousseau: Sur le même sujet...

M. Rick Culbert: Je suis désolé, mais je ne comprends pas votre question.

M. Jean Rousseau: Vous n'avez pas entendu l'interprétation, alors?

M. Rick Culbert: Si, mais je ne comprends toujours pas votre question.

[Français]

M. Jean Rousseau: Je parlais de la demande croissante de produits de qualité et de produits biologiques qui entre en contradiction avec les prix. Les gens favorisent le prix plutôt que la qualité des aliments. Comment le Canada peut-il faire pour enfin répondre à la demande des gens?

[Traduction]

M. Rick Culbert: Je comprends. Merci.

Il faut, selon moi, respecter le fait qu'il s'agira, d'une certaine manière, d'un marché distinct. La demande en aliments biologiques est indéniable, mais très minoritaire. De plus, ces aliments sont probablement plus coûteux à produire que les aliments traditionnels. Mais si un secteur réclame ces produits, nous devrions de toute évidence le satisfaire.

M. Jean Rousseau: J'en conviens.

M. Rick Culbert: Je crois qu'en ce qui concerne la sécurité alimentaire à la ferme, il serait plus pertinent et plus important de veiller à la salubrité des produits que l'on vend à son voisin. C'est le dernier endroit où l'on souhaite contaminer une source de nourriture. Malgré le drame qui a secoué Walkerton, en Ontario, il y a quelques années, le médecin en chef de l'endroit m'a informé que la ville avait été frappée une deuxième fois peu de temps après. Le problème venait cette fois de fraises servies lors d'un souper donné à l'église. Le champ de fraises jouxtait le pâturage et a été contaminé par accident. Pourtant, il s'agissait de produits locaux et bien frais.

Ici encore, si nous mettons l'accent sur les produits locaux, il n'en sera que plus pertinent d'adopter des politiques appuyant la sécurité alimentaire à la ferme.

M. Jean Rousseau: Merci.

Allez-y, monsieur Johnson.

M. Ted Johnston: Je crois que vous avez mis le doigt sur le problème. Ce type d'activités a un coût, et le secteur de la vente au détail du Canada ne croit pas que les consommateurs l'absorberont. Les prix ont bondi d'environ 6 p. 100 l'an dernier, ce qui a suscité une certaine résistance.

C'est en train de devenir un problème. L'une des choses les plus difficiles à faire, c'est d'éliminer les coûts du processus. Il faut donc que certains frais disparaissent du système.

Nous n'avons pas toujours de véritable influence sur les coûts des intrants. De plus, il ne s'agit pas que d'intrants agricoles: de nombreux éléments, comme l'eau et l'électricité, entrent en ligne de compte. À moins que nous puissions juguler ces coûts, nous continuerons d'être soumis à une pression croissante, et le consommateur canadien finira par voir sa facture augmenter.

En outre, si nous persistons à ne pas être concurrentiels à l'autre bout du processus, le nombre de pauvres ira croissant et d'autres emplois disparaîtront au pays. Il s'agit de notre secteur manufacturier, mais nous sommes en train de le perdre.

[Français]

Mme Anna Paskal: Puis-je ajouter une chose?

[Traduction]

Puis-je glisser un bref commentaire?

[Français]

Il y a aussi une question de responsabilité pour les producteurs. Vous avez parlé des produits biologiques. Je ne parle pas particulièrement du biologique, bien que cela constitue un aspect de l'agriculture durable.

Sur le terrain, il doit y avoir une banlieue de protection entre les agriculteurs chimiques et les agriculteurs biologiques. Cette banlieue est sur le terrain de l'agriculteur biologique. Cela représente exactement la situation des agriculteurs biologiques: ils doivent se protéger des produits chimiques, ils doivent payer les certifications. Or tous ces coûts sont inclus dans les prix. Si le gouvernement pouvait voir que les avantages environnementaux peuvent vraiment compenser les coûts de l'agriculture biologique et venir en aide à ces producteurs, cela changerait les coûts pour les agriculteurs biologiques et, donc, les prix.

Le gouvernement doit vraiment enlever ce fardeau aux agriculteurs biologiques. Ainsi, les prix baisseront, c'est clair. Quant aux avantages économiques directs, on pourrait les nommer. Je voulais seulement ajouter cela.

• (1635)

M. Jean Rousseau: Merci, madame Paskal.

[Traduction]

Merci, monsieur le président.

Le président: Je vous en prie.

Vous avez la parole, monsieur Lobb.

M. Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Monsieur Johnson, vous avez, dans votre exposé, parlé d'un ombudsman de l'ACIA, n'est-ce pas?

M. Ted Johnston: Oui. C'est un mécanisme que nous avons réclamé dans le plan d'action. Il est, dans certains domaines relevant de l'ACIA, impossible de faire appel, en ce qui concerne notamment l'égalité entre les produits nationaux et étrangers. Certaines mesures ont été prises, mais on voit encore et encore des exemples de situations où les inspecteurs de l'ACIA outrepassent leur mandat. Ils peuvent surgir dans une exploitation un jeudi après-midi et décider de mettre fin à la production, et on a les mains liées. On n'a personne vers qui se tourner, à moins d'être prêt à se soumettre à un processus long et tortueux.

M. Ben Lobb: De qui relèverait cet ombudsman?

M. Ted Johnston: Probablement d'un responsable du bureau régional, qui ferait rapport au directeur de l'Ouest canadien, qui rendrait des comptes à l'un des vice-présidents en poste ici, à Ottawa. Le processus peut être assez long, selon le niveau hiérarchique du titulaire.

M. Ben Lobb: En Ontario, ma province d'origine, il y a des inspecteurs provinciaux et fédéraux. Est-il justifié, en 2012, d'avoir deux niveaux d'inspecteurs? Pourrait-on former des synergies en unifiant ces efforts?

M. Ted Johnston: Eh bien, vous avez omis un niveau. Il en existe un troisième, celui des organismes de santé locaux. N'importe quel inspecteur de salubrité local, qui n'est peut-être sorti de l'école que depuis trois semaines, peut débarquer dans une usine et la fermer, même si un inspecteur fédéral est déjà passé.

M. Ben Lobb: Accomplirait-on des progrès en fusionnant les deux premiers niveaux?

M. Ted Johnston: Oui. Certaines négociations ont eu lieu entre les provinces et le gouvernement fédéral concernant les viandes inspectées par le fédéral. La situation ne se réglera peut-être pas de mon vivant, mais on déploie des efforts à cet égard.

M. Ben Lobb: Nous avez évoqué le fait qu'il existe une multitude de normes, comme celles qu'imposent Loblaw's et Walmart. Ce problème concerne-t-il vraiment le gouvernement, ou est-ce plutôt l'affaire de l'industrie?

M. Ted Johnston: C'est le problème du gouvernement. Le résultat, c'est que certains doivent fermer boutique.

M. Ben Lobb: Peut-être pourrait-on établir un lien avec l'industrie de l'automobile, où j'ai travaillé avant de venir ici. Il y a une dizaine d'années, cette industrie a élaboré la norme TS 16949, qui s'est appliquée à l'échelle mondiale. Quiconque voulait devenir un fournisseur tiers des trois grands de l'industrie devait satisfaire à cette norme. Cela n'avait rien à voir avec le gouvernement, mais avec l'industrie, et tout le monde respectait une seule norme.

Au lieu de faire intervenir le gouvernement, ne devrait-on pas agir de la même manière? Cette industrie devrait-elle être traitée différemment?

M. Ted Johnston: Combien de constructeurs d'automobiles existe-t-il dans le monde? Puis-je les compter tous sur les doigts de la main? Notre industrie compte 4 600 petits et moyens producteurs et 6 700 entreprises au Canada...

M. Ben Lobb: Attendez un instant...

M. Ted Johnston: Multipliez ce chiffre à l'échelle mondiale et bonne chance.

M. Ben Lobb: Je vous demanderai alors combien de fournisseurs de pièces automobiles il y a dans le monde. Je vais vous le dire: c'est probablement le même nombre. Voilà où je veux en venir.

M. Ted Johnston: Je ne crois pas que ce soit dans ces chiffres-là. L'industrie n'est malheureusement pas homogène, voilà le problème.

M. Ben Lobb: Non, mais je ne fais que remarquer que... Bien, d'accord. Nous avons cinq minutes. Peu importe.

Madame Paskal, dans votre document, vous traitez des interdictions relatives aux fermes constituées en société. Entendez-vous par là qu'il faudrait interdire les petites exploitations familiales constituées en société?

Mme Anna Paskal: Non. Il faudrait que je trouve la page exacte, mais ce n'est certainement pas ce que je veux dire. L'objectif ici consiste à garder les fermes aux mains des agriculteurs afin d'éviter l'absentéisme de propriétaire ou la propriété collective assurée par des gens qui ne connaissent rien à l'agriculture, comme des propriétaires étrangers ou des investisseurs. Ce que nous voulons, c'est que les fermes canadiennes soient exploitées par des agriculteurs qui cultivent la terre. C'est essentiellement ce que nous voulons.

M. Ben Lobb: Toujours dans de votre exposé, vous avez parlé des jeunes agriculteurs et du fait qu'il faut qu'il y en ait davantage. Je me considère encore assez jeune, mais pas très loin de chez moi, une ferme de 150 acres s'est vendue l'autre jour pour 2,2 millions de dollars. Il n'y a pas de grange, de maison ou même d'allée. Comment un pauvre gars comme moi pourrait-il acheter une telle ferme en 2012?

Mme Anna Paskal: Voilà où le bât blesse. Ce qui est intéressant, c'est le lien entre vos deux questions, parce que l'absentéisme de propriétaire, à cet égard...

M. Ben Lobb: C'était un habitant de la région qui restait tout près.

Mme Anna Paskal: La situation fait augmenter les prix des exploitations; les propriétaires peuvent donc demander 2,2 millions de dollars pour leur ferme. Ces facteurs sont importants. À l'échelle mondiale, on s'arrache les terres agricoles parce qu'on peut s'en servir à plusieurs fins, ce qui a des conséquences sur le prix des aliments et de la production alimentaire. Au Canada, il faut rester vigilant, car nous pourrions perdre nos assises agricoles, lesquelles nous permettraient non seulement de soutenir notre économie, notre système de soins de santé et notre environnement, mais également d'assurer notre sécurité alimentaire dans l'avenir. Car la situation soulève aussi de sérieuses questions à cet égard.

Il existe un lien réel entre la manière dont nous gérons la propriété des terres agricoles et le fait que l'on puisse vendre une ferme à 2,2 millions de dollars, qui empêche les fermiers d'accéder aux terres.

• (1640)

M. Ben Lobb: Avez-vous dit que le gouvernement devrait intervenir pour obliger les épiceries à offrir certains produits?

Mme Anna Paskal: C'est une possibilité, qui vaut la peine d'être examinée si l'on veut stimuler la demande en produits locaux et durables, en présupant qu'il y aura des avantages.

M. Ben Lobb: Pardonnez-moi de vous interrompre, mais le temps m'est compté.

Le programme de boeuf nourri au maïs que Loblaw's a mis en oeuvre en Ontario ne constitue-t-il pas un exemple à suivre? L'industrie et les regroupements agricoles s'unissent, la demande existe du côté des consommateurs et les détaillants comprennent qu'il y a là une occasion à saisir. Ne devrait-on pas procéder ainsi au lieu de laisser le gouvernement s'en mêler en imposant sa loi?

Mme Anna Paskal: Les deux approches sont compatibles. Par exemple, si on revient au cas de l'apiculture que votre homologue a évoqué, à moins que nous ne facilitions l'achat de produits locaux et durables...

M. Ben Lobb: Je ne fais que remarquer que ce n'est pas un petit producteur de boeuf qui a proposé quelques filets de longe à Loblaw's, mais bien une association d'éleveurs ontariens.

C'est la même chose dans le cas de M. Eyking. Loblaw's est un trop grand détaillant pour le petit apiculteur local, mais si c'est toute une industrie ou une région qui agit de concert, alors c'est ce qu'il convient de faire au lieu de légiférer.

Mme Anna Paskal: Je crois que les deux parties tendent vers le même but.

M. Ben Lobb: C'est plutôt différent, selon moi.

Le président: Monsieur Allen, vous disposez de cinq minutes.

M. Malcolm Allen (Welland, NPD): Merci, monsieur le président.

Je n'avais pas réalisé que le gouvernement était toujours aussi mauvais; quoi qu'il en soit, je suis fort aise de faire partie de l'opposition et de me dissocier du gouvernement.

Monsieur Culbert, vous avez indiqué précédemment que vous considérez la bactérie E. coli comme un problème de santé publique. Si je saisis bien votre propos, vous dites que si chaque dose coûte trois dollars, il faudrait environ 50 millions de dollars pour inoculer tout le cheptel canadien, ce qui aurait pour effet d'alléger de quelque 221 millions de dollars la facture des soins de santé. Au lieu de voir la question comme un problème de sécurité pour la ferme elle-même, vous en faites un problème de santé publique, qui relève donc de la sphère publique et devrait faire l'objet d'une réglementation.

Advenant qu'il y ait au pays une volonté d'agir en vertu d'une politique publique, le coût unitaire de la dose, qui est de trois dollars, diminuerait-il si on inocule chaque animal au pays?

M. Rick Culbert: C'est, selon moi, fort possible, en raison des économies d'échelle. Nous sommes en train d'équiper notre installation de production. Évidemment, notre coût de production a jusqu'à présent été calculé en fonction du rendement antérieur. Nous ne fabriquons pas 50 millions de doses par année et notre production annuelle n'est pas suffisante pour des ventes de 59 \$. C'est une excellente question. Mais je crois que le coût pourrait effectivement diminuer.

Sachez toutefois que si un vaccin contre la bactérie E. coli était lancé sur le marché, je ne m'attends pas à ce que le gouvernement en avalise un en particulier. Ils conviendraient tous à la tâche. Là où je veux en venir, c'est que la concurrence pousse les prix à la baisse. En outre, sur le plan de la technologie, nous pourrions bénéficier de vaccins de deuxième et de troisième générations, qui auraient notamment l'avantage d'être moins coûteux à produire. Je crois donc qu'on peut raisonnablement s'attendre à une diminution du coût.

M. Malcolm Allen: Monsieur Johnston, mon ami M. Lobb et moi-même venons tous deux du secteur de l'automobile. Je sais ce dont il parle quand il est question de norme de l'industrie et de tout ce qui l'entoure.

Il a fort justement fait remarquer qu'il pourrait être considéré comme un jeune agriculteur s'il se lançait dans le domaine. Moi, par contre, je ne pourrais l'être, puisque j'ai oeuvré dans l'industrie de l'automobile pendant longtemps. Je me souviens des années 1970 et 1980, quand ces secteurs avaient plusieurs paliers de programmes particulièrement alambiqués, surtout pour les fournisseurs. Les fournisseurs de premier, deuxième et troisième échelons faisaient exactement ce que vous faites aujourd'hui; donc, pour dire la vérité, votre secteur me rappelle celui de l'automobile en 1984.

Je sais ce qu'a traversé ce secteur, car les normes ISO ont été instaurées bien plus tard. C'est à la fin des années 1990 et au début des années 2000 que l'ensemble de l'industrie a véritablement adopté une norme. Les fournisseurs ont alors pu savoir quelle norme ils devaient satisfaire. Avant l'adoption de cette norme, ils ne savaient sur quel pied danser.

Si nous établissions une norme — autrement dit, si l'ACIA vous indiquait, à vous, aux Walmart, aux Loblaw et à tous les autres, qu'il faut désormais respecter la norme Cadillac ou platine et que tout ce qui peut différer, c'est la forme et non la norme de sécurité —, est-ce que cela vous aiderait?

• (1645)

M. Ted Johnston: Fondamentalement, c'est là l'un des principaux problèmes. Ici encore, la sécurité n'est pas une question de mise en marché. Libre aux producteurs de faire du marketing comme ils l'entendent. S'il existe une norme, nous préférons que ce soit celle de l'ACIA qui s'applique au bon niveau pour que nous n'ayons qu'elle à satisfaire. Le problème survient quand il faut dépenser trois millions de dollars pour satisfaire à une norme, puis en dépenser encore

1,5 million pour une autre norme, et un million supplémentaire pour une troisième. Du point de vue économique, c'est intenable.

M. Malcolm Allen: D'accord.

Vous avez tout à fait raison pour ce qui est d'investir dans l'automatisation. La seule raison pour laquelle le secteur de l'automobile existe encore, outre l'aide financière qui lui a été consentie au cours des dernières années, c'est qu'il a été hautement automatisé. J'utilise cet exemple, car l'industrie de la transformation des aliments amorce le même virage, quoique 15 ou 20 ans plus tard. Vous parliez de 20 ans, et je suis d'accord avec vous.

Cela dit, si l'on modernisait l'industrie de la transformation comme l'ont fait les Pays-Bas — et il faudrait y investir une somme considérable —, cela créerait-il des emplois? Je ne parle pas d'emplois liés directement à cette modernisation. En 1992, une des usines de St. Catharines comptait 9 400 employés. Aujourd'hui, elle n'en compte plus que 1 550, mais produit plus de moteurs qu'en 1992, simplement en raison de l'automatisation. C'est la raison pour laquelle elle est encore en activité. Je ne parle pas des emplois liés directement à cette modernisation.

Selon vous, quel sera l'impact de cet investissement sur les emplois et l'exploitation des transformateurs? Honnêtement, il ne reste plus de transformateurs dans la région de Niagara. Le dernier conserveur a fermé ses portes il y a cinq ans, ce qui signifie qu'il n'y a plus de pêcheurs pour les pêches à noyau libre. Elles sont toutes jetées par terre.

M. Ted Johnston: Il ne reste plus de transformateurs de fruits tendres au Canada.

J'aimerais d'abord préciser une chose. Il n'est pas question ici d'aide financière ou de subventions. Ce dont l'industrie a besoin, c'est essentiellement un programme de prêts. Comme je l'ai dit, si vous aviez investi 2 milliards de dollars dans la modernisation de l'industrie de la transformation, comme vous l'avez fait dans le cadre de l'initiative pour les biocarburants il y a cinq ans — et il ne reste plus grand chose de ces 2 milliards —, entre 60 et 70 p. 100 du processus de modernisation serait terminé aujourd'hui. Nous serions compétitifs et il resterait probablement 1,89 milliard de dollars, car l'investissement aurait été remboursé.

C'est ce que constate l'AFSC en Alberta, mais à plus petite échelle. À titre de président de l'association, je peux vous dire que les intervenants du secteur de la transformation sont les meilleurs pour rembourser. Ce secteur de la transformation compte moins de sociétés en défaut de paiement que tout autre secteur.

Un tel investissement permettrait aux sociétés canadiennes de demeurer au pays.

J'aurais une anecdote à vous raconter. Un de nos membres a reçu un soutien financier pour automatiser une de ses chaînes. Il a remplacé 10 travailleurs à taux horaire normal par deux techniciens hautement qualifiés. Il a pu se conformer à notre stratégie en matière de main-d'oeuvre, car les autres travailleurs ont été affectés à des sections de l'usine en manque de personnel. Cette automatisation lui a permis d'accomplir toutes sortes de choses.

Des multinationales ont quitté le pays. Dans le cadre d'une table ronde, le chef des opérations de PepsiCo Frito-Lay au Canada a dit que sa société avait investi en Alberta en raison du programme financier qui y était offert. À mon avis, un programme semblable encouragerait les multinationales étrangères à investir dans des installations au Canada en raison de notre solide secteur agricole.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Storseth, vous avez la parole pour cinq minutes.

M. Brian Storseth (Westlock—St. Paul, PCC): Merci, monsieur le président.

Monsieur Johnston, si je ne m'abuse, vous dites qu'il faudrait essentiellement consentir un prêt sans intérêt à votre secteur pour l'aider à automatiser ses activités. Toutefois, les besoins doivent être différents d'une société à l'autre. Ce que je veux dire, c'est que vous représentez un très grand nombre de transformateurs de différentes tailles. Quels sont les besoins des plus petits? Sont-ils les mêmes que ceux des grands transformateurs? Certainement pas. Quelle serait la somme d'argent nécessaire?

M. Ted Johnston: Essentiellement, ils ont tous les mêmes besoins, sauf les très petits. Ils ont besoin d'aide. Leur principal problème par rapport aux transformateurs de plus grande taille concerne le respect des normes de sécurité.

À titre d'exemple, l'homme dont je parlais plus tôt, le boulanger-pâtissier aux produits sans gluten, tente de percer le marché européen. Il devra agrandir considérablement ses installations pour y arriver. Cela sera exigeant en investissement. Son défi consistera à trouver les capitaux nécessaires. De plus, les usines importantes en Ontario éprouvent beaucoup de difficulté à modifier leurs installations afin de satisfaire à ces nombreuses normes de sécurité, car elles n'arrivent pas à trouver les fonds nécessaires.

• (1650)

M. Brian Storseth: Je ne veux pas être impoli, mais je ne dispose que de cinq minutes. Essentiellement, ce sont les usines de quelle taille qui profiteront de ce prêt?

M. Ted Johnston: Vous voulez parler des sociétés?

M. Brian Storseth: Oui.

M. Ted Johnston: Elles vont toutes en profiter.

M. Brian Storseth: Même les petites sociétés?

M. Ted Johnston: Même les petites sociétés, car...

M. Brian Storseth: Ce sont elles qui auraient accès...

M. Ted Johnston: Pour prendre de l'expansion, une société doit avoir les moyens financiers. Encore une fois, l'Alberta est un bon exemple. On y offre beaucoup à ce chapitre. En Alberta, nous avons un incubateur d'entreprise et un centre de développement. Nous avons mis sur pied l'incubateur d'entreprise pour permettre aux gens d'élaborer leur projet et de passer ensuite à la production. L'idée, c'est d'abord de bâtir un carnet de commandes et ensuite de construire l'usine.

Le problème, c'est le financement de la construction de l'usine. Une fois que l'entrepreneur a démontré qu'il peut fabriquer son produit en grande quantité, il doit trouver les millions nécessaires pour construire son usine. C'est une autre chose que l'IAT ne fait pas. Elle n'aide pas les entreprises en démarrage et n'intervient pas au chapitre de la sécurité.

M. Brian Storseth: Qu'est-ce qu'il en coûterait au contribuable?

M. Ted Johnston: Au bout du compte, il lui en coûterait le montant des défauts de paiement...

M. Brian Storseth: De combien parle-t-on?

M. Ted Johnston: ... et la valeur temporelle de l'argent.

M. Brian Storseth: Mais il faut tenir compte des coûts de pré-exploitation. Quel serait le montant total nécessaire?

M. Ted Johnston: Comme je l'ai dit, ce serait... Ce qu'il faut, c'est une réserve de prêts.

M. Brian Storseth: On parle de combien?

M. Ted Johnston: À mon avis, il faudrait investir entre 800 et 900 millions pour nous permettre de faire un pas important en avant et cette somme pourrait être réinvestie. L'autre problème avec l'IAT, c'est que les revenus ne seront pas réinvestis dans l'initiative. Ils seront comptabilisés dans les recettes générales.

M. Brian Storseth: Vous avez dit que les produits canadiens disparaissent de nos tablettes en raison des exigences liées à l'indication « Produit du Canada » sur les étiquettes: le seuil du contenu canadien est passé à 98 p. 100. Cela a un lien direct avec la demande du consommateur. Quel produit est le plus touché? Est-ce principalement les confitures? Cette baisse touche-t-elle tous les produits?

M. Ted Johnston: Ce sont tous les produits qui sont touchés par le retrait de la mention « Produit du Canada » des étiquettes des produits transformés au Canada. Le fabricant ne pouvait pas se conformer aux critères. Si vous ajoutez du poivre au produit, par exemple, vous ne respectez plus le seuil de 98 p. 100. Il y a quelques années, votre comité a mené une étude importante sur le sujet et a conclu à un pourcentage de 85 p. 100; l'industrie a dit que cela lui convenait.

Évidemment, nous devons ajouter la mention « Produit du Canada » sur l'étiquette des produits exportés aux États-Unis, mais ce n'est pas obligatoire pour ici.

Une étude effectuée par le ministère sur les boutiques virtuelles montre que l'indication « Produit du Canada » a un impact positif sur les ventes. Plusieurs projets pilotes ont été menés à ce sujet, et le comité a accès à leurs conclusions.

On propose d'utiliser une terminologie différente afin de contourner cette exigence, par exemple « Fait avec des fraises canadiennes à 100 p. 100 ». C'est ce que j'appelle des étiquettes ambiguës. Ce serait possible, mais cela demanderait quand même la production d'une étiquette distincte. Si vous vendez vos produits au Canada et aux États-Unis, vous devez produire deux étiquettes distinctes. Cela augmente vos coûts d'exploitation. C'est un autre problème.

M. Brian Storseth: Madame Paskal, mes dernières questions s'adresseront à vous.

J'ai lu ce que vous avez écrit à propos de la propriété des terres. Il y a une société en démarrage du nom de Nilsson Bros. dans ma circonscription de Westlock—St. Paul. Selon vous, une société canadienne semblable pourrait-elle se procurer des terres au Canada et s'en servir ou parlez-vous seulement de sociétés étrangères?

Mme Anna Paskal: Oui, elle le pourrait.

Nous tentons d'établir un lien entre, par exemple, des pays comme la Chine qui achètent d'énormes superficies en Afrique afin de satisfaire aux besoins alimentaires de leurs populations, et le Canada qui doit se tourner vers l'achat de terres pour les mêmes raisons. Nous devons nous assurer que les exploitations agricoles et les terres agricoles canadiennes sont de propriété canadienne et qu'elles produisent pour les Canadiens.

C'est l'essentiel du débat. Je vais devoir vérifier ce que nous avons écrit. Peut-être n'avons-nous pas été suffisamment clairs.

Merci.

M. Brian Storseth: D'accord, merci.

Le président: Monsieur Atamanenko, vous avez la parole pour cinq minutes.

M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NPDP): Merci beaucoup.

Merci à tous les témoins d'avoir accepté notre invitation. Je vais tenter d'être le plus bref possible afin de vous laisser suffisamment de temps pour répondre.

J'aurais quelques commentaires à formuler. Lorsqu'on parle d'une politique nationale quelconque ou d'une stratégie alimentaire durable, j'ai l'impression qu'il y a une juxtaposition de notre commerce et de notre souveraineté. En tant que pays commerçant, comment pouvons-nous trouver un équilibre entre notre souveraineté commerciale et la pénétration de nouveaux marchés? À mon avis, l'objectif du gouvernement actuel est davantage axé sur les nouveaux marchés pour nos agriculteurs, et je comprends cela.

Il y a quelques années, je me suis déplacé un peu partout au pays et j'ai rédigé ensuite un rapport sur une stratégie alimentaire. Votre organisation, le Parti libéral, le Syndicat national des cultivateurs et la Fédération canadienne de l'agriculture semblent tous disposés à adopter une stratégie alimentaire quelconque.

Il y a toujours des obstacles qui surgissent. Comme vous l'avez souligné, les revenus d'appoint sont un problème pour les exploitations agricoles d'envergure. Le secteur des fruits et légumes a été durement touché par les accords commerciaux. Le ministre se défend en disant que nous devons respecter nos obligations commerciales en matière d'approvisionnement, un des points que vous soulevez dans votre mémoire. Il y a donc tous ces obstacles. Monsieur Johnston, vous avez parlé de volonté, et j'ajouterais que nous avons besoin de volonté.

J'aurais quelques questions à poser. Pouvons-nous vraiment, par exemple, adopter une politique alimentaire nationale sans tenir compte de nos accords commerciaux ou sans renégocier l'ALENA? Est-ce la volonté politique qui nous manque pour trouver cet équilibre entre le commerce et la souveraineté?

Quels éléments Sécurité alimentaire Canada aimerait-elle retrouver dans une stratégie alimentaire durable et locale? Quelles sont les autres priorités? Comment pourrions-nous collaborer à l'élaboration d'une telle stratégie, et quel serait votre rôle?

Évidemment, je parle ici du secteur de la transformation. Le problème semble tellement généralisé, et pourtant, nous devons développer ce secteur. Comment pouvons-nous y arriver en tenant compte de la souveraineté et du commerce?

Je vais m'arrêter.

Madame Paskal, peut-être pourriez-vous répondre en premier.

• (1655)

Mme Anna Paskal: Merci beaucoup pour ces questions.

Il est clair que nous avons besoin de volonté politique. Il faut procéder à un changement d'orientation, y compris revoir nos accords commerciaux. Par exemple, nous devons continuer à défendre la gestion de l'offre. Celle-ci n'est pas parfaite et elle peut être améliorée, mais, essentiellement, elle adapte l'offre et la demande à la production canadienne et locale. Nous avons déjà une approche stratégique très solide, et celle-ci est menacée à l'échelle mondiale. Sur le plan commercial, pendant que nous tentons d'améliorer la gestion de l'offre, nous devons également satisfaire aux besoins des petits et des nouveaux agriculteurs.

Nous devons également analyser les nouveaux accords commerciaux, comme celui entre le Canada et l'Europe. Si j'ai bien compris, celui-ci interdirait aux signataires de protéger l'achat de produits locaux. J'espère que les députés se penchent sérieusement sur ce point. Les nouveaux accords commerciaux ont-ils une incidence sur nos efforts visant à protéger les aliments canadiens ainsi que la production et la transformation des aliments canadiens?

Nous avons déjà parlé des éléments que nous aimerions voir dans une stratégie alimentaire durable et locale, mais je vais en parler de nouveau.

Il faudrait d'abord adopter un changement de paradigme. Plutôt que de considérer l'exportation comme étant l'objectif principal du secteur agricole canadien, il faudrait reconnaître les avantages que nous procurerait sur le plan environnemental et social une réaffectation des ressources dans le but de soutenir les systèmes alimentaires locaux et durables. Nous sommes d'accord pour collaborer avec le secteur du commerce, mais pas au détriment du soutien des systèmes locaux et durables. Il faudrait une meilleure intégration, car, essentiellement, les aliments — et c'est pourquoi nous parlons d'une stratégie alimentaire nationale — touchent plusieurs ministères, dont ceux de l'Agriculture, de la Santé, du Commerce, de l'Environnement et de l'Éducation. Peut-être faudrait-il nommer un ministre de l'alimentation qui aurait une certaine responsabilité interministérielle et qui pourrait analyser les liens qui existent entre les ministères.

Il faudrait ensuite se pencher sur l'offre et la demande. Comme nous l'avons déjà dit, du côté de l'offre, nous devons accroître le nombre d'agriculteurs. Nous accueillons beaucoup d'immigrants ayant des compétences en agriculture. Il serait profitable de les soutenir pour qu'ils se lancent dans l'exploitation agricole et aussi d'appuyer les jeunes agriculteurs. Je le répète, en 15 ans, nous avons perdu 62 p. 100 de nos agriculteurs de moins de 35 ans.

Nous devons rebâtir le milieu de notre chaîne de valeur. Nous en avons déjà parlé. Je crois que nous avons beaucoup de points en commun à ce chapitre avec l'Alberta Food Processors Association. Cette dernière croit qu'il faut également soutenir les petits transformateurs alimentaires. Ceux-ci ont besoin de fonds pour la R-D. Il faudrait également assouplir les règles d'inspection afin de favoriser la décentralisation et la diversité de façon à ce que le petit producteur qui ne compte que cinq employés n'ait pas à subir une inspection aussi rigoureuse que le transformateur d'envergure.

Comme je l'ai dit, le soutien de la gestion de l'offre est un élément important.

La transition vers une agriculture durable aussi est très importante. De nombreux agriculteurs industriels — disons ceux qui utilisent des méthodes chimiques — aimeraient se tourner vers des méthodes plus écologiques, biologiques notamment. Nous devons les soutenir dans cette transition et non les laisser à eux-mêmes. Parallèlement, il faut modifier la façon dont nous faisons l'élevage et transformons la viande. Vous en trouverez tous les détails à ce sujet dans notre mémoire.

Quant à la demande, je dirais qu'il faudrait d'abord revoir complètement notre approche en matière d'éducation. Nous devons utiliser les canaux officiels et informels à tous les niveaux afin de promouvoir les avantages liés aux aliments locaux et durables. Beaucoup d'organisations communautaires le font déjà.

Par exemple, j'ai parlé du programme FoodShare. Grâce à celui-ci, des centres de distribution permettent d'acheminer dans des écoles des fruits et légumes produits localement, et ce, à des prix abordables. FoodShare offre aussi un programme d'enseignement incroyable pour tous les niveaux scolaires, y compris la maternelle, un programme axé sur la cuisine, les aliments, la nutrition et la santé. À la fin du programme, les élèves savent comment se procurer des aliments sains et les apprêter, des compétences qui leur seront utiles toute leur vie.

Nous devons également réorienter les politiques d'approvisionnement dont j'ai parlé. À mon avis, c'est essentiel. Il s'agit d'un changement systémique. Nous devons nous assurer que l'approvisionnement est assujéti à davantage de normes canadiennes en matière de durabilité.

Nous avons besoin d'étiquettes claires. Comme le disait M. Johnston, il est insensé que les Canadiens ne puissent pas identifier les produits canadiens au supermarché. Je dirais même que les étiquettes devraient mentionner qu'il s'agit d'un produit « local et durable » pour que le consommateur sache qu'il respecte certaines normes environnementales, y compris en matière de durabilité.

Enfin, il faudrait simplifier l'approvisionnement — jumeler les producteurs avec des intermédiaires afin de faciliter l'achat de produits locaux et durables.

● (1700)

Nous pensons vraiment que ces éléments de la stratégie représentent les objectifs que nous souhaitons intégrer à une nouvelle stratégie de Cultivons l'avenir. On a fixé quatre priorités, notamment l'adaptabilité et la durabilité. La stratégie alimentaire durable et locale répond à tous nos objectifs principaux, c'est-à-dire gérer le risque, prévoir le changement, nous ajuster au marché et aux pressions environnementales et conserver nos ressources.

En ce qui concerne la collaboration, les intervenants du mouvement pour l'alimentation fournissent les éléments innovateurs et les entrepreneurs du système alimentaire durable à l'échelle locale au Canada. Ils ont commencé par de petites entreprises un peu partout au pays; il y a des milliers de projets formidables d'un bout à l'autre du pays. Il faut les examiner en profondeur et déterminer lesquels il serait logique d'agrandir, lesquels ont besoin d'appui et lesquels gagneraient à faire l'objet de politiques appropriées; on pourrait ainsi modifier réellement la structure de notre système alimentaire.

Nous n'avons pas besoin de dépenser l'argent du gouvernement pour mettre sur pied de nouveaux programmes ou pour effectuer de nombreuses recherches. Nous pouvons tout simplement étudier ce qui se fait déjà un peu partout au pays et en tirer parti. Sécurité alimentaire Canada et ses membres participeraient avec plaisir à un tel exercice conjoint avec le gouvernement.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons passer à M. Zimmer.

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River, PCC): Merci d'être ici aujourd'hui, mesdames et messieurs.

J'aimerais poser une question à Ted. Vous vous adressez aux bonnes personnes lorsque vous dites qu'il faut réduire les formalités administratives. C'est justement ce que nous essayons de faire; nous diminuons la réglementation inutile. C'est notre objectif, et nous avons déjà commencé.

Vous avez parlé de l'harmonisation de l'inspection des viandes aux niveaux provincial et fédéral; nous y travaillons.

Puisque vous venez de chez Loblaws, votre expérience — dans votre ancienne vie, je présume — a été acquise dans ce système, n'est-ce pas?

M. Ted Johnston: J'ai travaillé pendant 45 ans dans la vente au détail, ici et aux États-Unis.

M. Bob Zimmer: D'accord.

Vous avez parlé de normes différentes pour Walmart, Loblaws, etc. Cela nous cause aussi des frustrations, mais comme vous le savez, nous avons une norme fédérale. Alors, créer une nouvelle norme fédérale qui dit que c'est ce que vous devez faire, et que vous n'avez pas besoin du reste...

Étant donné que vous avez évolué dans ce système pendant si longtemps, si vous étiez à ma place en ce moment, que suggèreriez-vous pour arranger les choses?

● (1705)

M. Ted Johnston: Je ne suis pas sûr que légiférer soit la solution, évidemment, car nous vivons dans une économie de marché et il s'agit d'un marché libre, alors les participants ont le droit de faire ce qu'ils veulent. Toutefois, le gouvernement du Canada et les ministères concernés peuvent certainement influencer ces types de décisions afin d'envisager la question de façon plus rationnelle et réfléchie.

Je sais que les Européens ont essayé cela il y a quelques années, c'est-à-dire qu'ils voulaient n'avoir qu'une seule norme, ce qui permettrait d'organiser une seule vérification pour les cinq principales chaînes de vente au détail de l'Europe. Cela a fonctionné environ deux ans. Maintenant, ils ont tous recommencé à envoyer leurs propres inspecteurs dans ces usines.

Il ne s'agit donc pas d'une tâche facile, mais cela nous pose d'énormes problèmes en ce moment.

M. Bob Zimmer: Vous avez dit que c'était ce que vous souhaitiez au départ, mais que les choses avaient régressé. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi cela n'a pas duré, ou nous donner votre avis à ce sujet?

M. Ted Johnston: Les difficultés surgissent lorsqu'une personne ayant une influence au sein d'un organisme soutient qu'il faut améliorer les normes existantes. Souvenez-vous, il ne s'agit pas d'altruisme; cela n'a rien à voir avec l'altruisme. Ce qui motive ces personnes, c'est que la nourriture est en train de subir le même sort que le tabac; nous commençons tout juste à faire l'objet de poursuites, et ces personnes font tout ce qu'elles peuvent afin d'éviter cette situation. On leur conseille donc, au sein de leur organisme — ou à l'extérieur de celui-ci —, de se conformer à cette norme, car c'est la bonne. En même temps, dans un autre organisme, quelqu'un tient le même discours au sujet d'autre chose.

Nous ne savons pas comment c'est arrivé, mais nous nous sommes enfoncés dans une ornière.

M. Bob Zimmer: D'accord.

Encore une fois, nous vous comprenons, mais en laissant entendre qu'il s'agit d'un problème — nous savons tous qu'il s'agit d'un problème —, si vous, un spécialiste avec 45 ans d'expérience, ne pouvez pas nous fournir une solution ultime, ou votre meilleure idée de solution, alors cela va être...

Je suppose que nous cherchons seulement une solution; encore une fois, c'est ce que nous voulons.

M. Ted Johnston: Si je pensais pouvoir réunir Galen, le dirigeant de Sobeys, celui de Safeway, celui de Save-On-Foods et le groupe de Jimmy Pattison dans une pièce, et qu'ils venaient parce que je les aurais invités, je le ferais. Malheureusement, ils ne répondront pas à mon appel, et je pense que cela revient à ce dont nous parlons vraiment: on pourrait faire cet appel. Cette discussion pourrait avoir lieu. On pourrait possiblement les influencer.

Je pense que c'est ce dont nous parlons.

M. Bob Zimmer: D'accord. Merci.

Est-ce qu'il me reste du temps, monsieur le président?

Le président: Il vous reste deux ou trois minutes.

M. Bob Zimmer: Anna, j'ai une question pour vous.

J'aime pouvoir acheter du maïs de notre marché fermier et du boeuf de Peace River au magasin. Nous aimons cet aspect, mais j'ai une question pour vous.

Dans certains de vos documents, vous parlez de durabilité, et vous dites que ce que nous faisons en ce moment n'est pas durable. J'aimerais savoir ce que « durable » signifie pour vous. Pour moi, « durable » signifie qu'un agriculteur peut cultiver et vendre son produit sans l'aide du gouvernement, et que cela peut se faire à long terme. Vous avez mentionné que souvent, ce n'est pas avantageux pour le cultivateur sur le plan financier, alors comment cela est-il durable à long terme?

Mme Anna Paskal: Je pense qu'on définit habituellement la durabilité par le fait de répondre à nos besoins maintenant sans compromettre les ressources qui nous permettront d'y répondre plus tard. Il y a une autre façon de voir les choses — je ne sais pas si vous avez déjà entendu parler de « l'alimentation à l'échelle locale » —, c'est-à-dire consommer des aliments qui ont été cultivés dans un rayon de 100 milles. Nous essayons de faire adopter l'alimentation à l'échelle locale, en vue d'avoir les ressources nécessaires pour bien s'alimenter dans 100 ans. C'est la façon dont nous envisageons les choses.

M. Bob Zimmer: J'ai une autre question concernant la durabilité. Dans l'un de vos commentaires, vous avez dit que la durabilité permettait de procurer des aliments sains et frais à plus de gens. Nous savons tous que les méthodes agricoles modernes produisent plus de nourriture. C'est un fait, elles produisent plus que les anciennes méthodes, alors j'aimerais savoir comment nous allons fournir des aliments frais à plus de gens grâce à votre solution.

Mme Anna Paskal: Ma réponse comporte deux volets.

Tout d'abord, lorsque nous parlons de procurer plus de nourriture à plus de gens, nous parlons d'agriculture locale et d'appui aux producteurs locaux. En effet, il est plus facile d'offrir des aliments plus sains et plus frais à l'échelle locale si on raccourcit la chaîne.

J'aimerais aussi souligner qu'en fait, il n'est pas nécessairement vrai qu'on peut produire plus de nourriture pour plus de gens en

pratiquant la monoculture. En fait, si vous examinez les études effectuées à l'échelle internationale, dans une base de ressources diverses où l'on cultive du combustible, du fourrage et de la nourriture au même endroit, la production est plus élevée, alors on devrait effectuer certaines analyses sur l'argument que vous avez présenté.

• (1710)

M. Bob Zimmer: Si c'est le cas, pourquoi ne fait-on pas cela actuellement dans notre système agricole?

Mme Anna Paskal: C'est une bonne question.

Cela concerne les subventions et notre système agricole industriel, et l'adoption d'une tendance qui favorise les produits d'exportation. Si vous vendez un produit, vous voulez en tirer le maximum si votre objectif est d'augmenter les exportations. Si votre objectif est de nourrir les gens et de bâtir une base de ressources solide, alors vous envisagez différents objectifs: vous parlez de revenu agricole net, de durabilité à long terme sur le plan environnemental, et de résultats en matière de santé. Cela dépend des objectifs que vous vous êtes fixés.

M. Bob Zimmer: Mais au bout du compte, la durabilité concerne aussi le fait qu'un agriculteur peut se permettre d'acheter une terre, un tracteur et de payer les factures.

Ma dernière question...

Le président: Veuillez être très bref, Bob. Tout le monde dépasse le temps qui lui est imparti, aujourd'hui.

M. Bob Zimmer: Vous avez dit que vous vouliez vous éloigner d'un système axé sur l'exportation pour accorder la priorité à un système plus axé sur les objectifs à l'échelle locale. Vous avez aussi mentionné que vous vouliez attirer un plus grand nombre de jeunes agriculteurs dans le domaine. Je ne vois toujours pas comment vous pouvez accomplir cela et faire en sorte que les jeunes agriculteurs aient les moyens de percer le marché si vous éliminez les exportations de l'équation. À mon avis, cela n'a aucun sens sur le plan financier.

Le président: Pouvez-vous répondre très brièvement?

Mme Anna Paskal: Nous ne voulons absolument pas éliminer les exportations de l'équation, mais en ce moment, le revenu net agricole est négatif, alors le système actuel ne fonctionne manifestement pas. Si on se fonde sur les exportations, les agriculteurs sont ruinés. Ce n'est pas la bonne façon d'encourager les nouveaux agriculteurs à se lancer en affaires. Il existe une façon plus positive de le faire, et c'est par l'économie locale, qui les appuiera et leur permettra de poursuivre leurs activités. C'est la réponse courte.

M. Bob Zimmer: Je voulais lui demander comment le revenu pouvait être négatif.

Le président: J'allais justement commenter là-dessus. Je sais qu'il n'est pas négatif.

Mme Anna Paskal: C'est ce que dit le document. Ces données sont au début du document sur l'agriculture.

Le président: Tous les groupements de producteurs spécialisés de la dernière moitié de 2010 et de toute l'année 2011 ont connu des années records, chacun d'entre eux, alors je conteste aussi ces données. Vous pourriez peut-être nous les fournir, car personnellement, je n'y crois pas.

Monsieur Leung, vous avez cinq minutes.

M. Chungsen Leung (Willowdale, PCC): Merci, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à M. Johnston.

Le Canada est un pays avec des coûts de production agricole très élevés en raison du chauffage, du transport et de la main-d'oeuvre. Si vous pouviez suggérer une industrie alimentaire pour laquelle nous serions concurrentiels à l'échelle internationale et nous aurions l'avantage concurrentiel, que nous proposeriez-vous? L'exportation de produits agricoles représente une partie essentielle de notre stratégie économique nationale. Cela comprend les pêches et même le caribou — j'irais jusque-là —, ainsi que les phoques.

M. Ted Johnston: Eh bien, fondamentalement, il s'agit de déterminer la meilleure utilisation de notre climat et de nos terres agricoles. Nous n'avons pas le meilleur climat du monde pour cultiver des légumes. En effet, la moitié du Sud de l'Alberta est tapissée de serres, et nous ne pouvons toujours pas répondre à la demande.

Je répondrais donc le bétail, les bovins et les porcs, et dans une moindre mesure, la volaille et les oléagineux. Nous avons d'énormes portions de terre sur lesquelles nous pouvons cultiver de très bons oléagineux. Nous pouvons faire d'autres choses semblables; à mon avis, Spitz est un bon exemple. L'entreprise a essentiellement mis sur pied un modèle d'intégration verticale, a octroyé des contrats aux agriculteurs pour qu'ils cultivent des graines de tournesol, et a malheureusement été vendue à Frito-Lay; il s'agit maintenant d'une entreprise américaine. Ce n'est plus une entreprise canadienne.

Vous pourriez choisir ces domaines précis et demander quels sont les produits à valeur ajoutée. Eh bien, nous ne devrions pas vendre des graines de canola; nous devrions vendre de l'huile. Nous pouvons faire autre chose avec ces types de produits.

Nous pouvons certainement faire toutes sortes de choses avec les grains. Notre pays fournit une grande quantité de produits de boulangerie, avec ou sans gluten. Il y a deux côtés à l'équation. Nous pouvons y ajouter une grande valeur.

Nous avons aussi de bonnes ressources laitières. Nous avons quelques problèmes internes avec la gestion des approvisionnements, pas nécessairement en ce qui concerne le prix, mais d'autres facteurs qui jouent un rôle dans ce domaine.

Je choiserais les domaines avec la meilleure base agricole et je chercherais ensuite à savoir quels produits à valeur ajoutée pourraient nous rendre concurrentiels.

• (1715)

M. Chungsen Leung: En ce qui concerne la transformation des aliments, nous prendrons aussi du retard sur l'Amérique latine et l'Asie sur le plan de la main-d'oeuvre. Cela signifie que nous demeurerons un producteur net d'aliments de base et qu'ils seront transformés en Asie ou en Amérique latine. Même si nous les importons au Canada, c'est quand même moins coûteux que de les produire nous-mêmes, alors quelle stratégie permettrait de conserver ce travail au Canada?

M. Ted Johnston: C'est précisément dans ce domaine qu'on a besoin de moderniser l'automatisation.

Les Pays-Bas sont très concurrentiels, même s'ils offrent des salaires beaucoup plus élevés et plus d'avantages sociaux que nous, en plus de leurs coûts énergétiques qui sont très élevés, et tout le reste.

L'énergie, par exemple, est un élément très important. L'Alberta a les tarifs d'électricité pour le secteur industriel les plus élevés en Amérique du Nord, ce qui représente un désavantage insurmontable pour nos travailleurs. Lorsque le projet de loi 50 sera appliqué au réseau électrique, il sera le double ou peut-être même le triple de ce qu'il est aujourd'hui. Ils ne sont pas stupides; c'est dérèglementé,

alors devinez ce qui va se passer? Du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures, c'est la période pendant laquelle les tarifs sont les plus élevés, et c'est aussi pendant ce temps que vos usines fonctionnent. C'est parce que vous avez une pénurie de main-d'oeuvre, alors les travailleurs que vous pouvez obtenir veulent seulement travailler du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures. Vous ne fonctionnez pas 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Toutefois, dans une installation automatisée, pendant les deux tiers du temps, vous pourriez fonctionner lorsque les coûts énergétiques sont moins élevés.

C'est le genre de choses que nous devons faire pour réduire les coûts dans notre secteur de la transformation. C'est pourquoi nous parlons encore et toujours de le moderniser et de l'automatiser pour que nous soyons concurrentiels, car le coût des autres intrants ne changera pas.

M. Chungsen Leung: Merci. Ma prochaine question s'adresse à Mme Paskal.

Un économiste a déjà mentionné que la production alimentaire croît de façon arithmétique et que la population s'accroît de façon géométrique. Si c'est vrai — et je crois que c'est vrai, et nous l'avons constaté ces 200, 300 ou 400 dernières années —, votre modèle d'exploitation agricole durable et à petite échelle ne fonctionnera pas. Les petites exploitations agricoles ne sont tout simplement pas durables. Les producteurs alimentaires à l'échelle locale peuvent seulement nourrir une population très limitée, aussi longtemps que cette population ne change pas. Une fois qu'elle commence à s'accroître, comme dans certains centres urbains, je ne pense pas que votre modèle soit durable. Pourriez-vous nous expliquer comment vous pouvez le rendre durable?

Mme Anna Paskal: Je pense qu'il y a un manque de compréhension dans ce domaine, puisque les données à l'échelle mondiale indiquent que 70 p. 100 des gens sont nourris par l'agriculture paysanne à petite échelle. Je pense que si nous posions la question, la plupart des gens penseraient qu'ils sont nourris par les grandes...

M. Chungsen Leung: Je parle de notre société. En tenant compte de l'Angleterre, de l'Europe et de l'Amérique du Nord, Thomas Malthus tentait de résoudre ce problème lorsqu'il a proposé sa théorie de la production alimentaire par opposition à la croissance de la population humaine.

Mme Anna Paskal: Êtes-vous en train de dire que nous ne serons pas en mesure de nourrir les Canadiens si nous favorisons la production locale, c'est-à-dire à petite échelle?

M. Chungsen Leung: Oui, c'est ce que je dis. Je ne pense pas que les petites exploitations agricoles sont assez efficaces pour nourrir la population croissante de nos centres urbains.

Mme Anna Paskal: Elles le sont certainement, mais je pense que nous devrions vous fournir certains documents à l'appui. Selon la façon dont nous examinons les données...

M. Chungsen Leung: Pensez seulement à la quantité de nourriture que nous importons comparativement à la quantité que nous produisons à l'échelle locale. Prenez l'exemple d'une ville comme Toronto; l'équilibre est rompu. Nous ne pouvons pas nous approvisionner avec les exploitations agricoles près du Sud de l'Ontario. Nous ne pouvons pas approvisionner une population de 5,5 millions d'habitants dans la région du Grand Toronto.

Mme Anna Paskal: Nous avons constaté, avec le temps, que nous n'étions plus en mesure de nourrir plus de Canadiens avec de la nourriture produite au Canada. Nous pensons qu'il est possible d'inverser cette tendance et de nourrir plus de Canadiens avec de la nourriture produite au pays.

M. Chungsen Leung: Je ne pense pas que les faits corroborent cette affirmation — nous importons de plus en plus de nourriture.

Le président: Y a-t-il d'autres commentaires à ce sujet? J'en ai deux ou trois.

Madame Paskal, vous avez dit dès le début dans votre exposé ou dans l'une de vos réponses qu'il y avait moins d'agriculteurs. Je reprends toujours l'exemple de mon grand-père qui a élevé 10 enfants à la fin des années 1920, dans les années 1930 et au début des années 1940 sur une terre de 100 acres. Il avait un travail d'appoint et vendait notamment du bois. Mon père a élevé mes six frères et soeurs et moi sur une terre de 1 800 acres. Lorsque j'étais agriculteur, j'avais une terre de 2 800 acres.

La raison pour laquelle je vous raconte ça, c'est que depuis 70 ans le nombre d'agriculteurs diminue. Ce n'est pas nouveau. Y a-t-il moins de terres cultivées? Je crois connaître la réponse, et c'est une réalité. Que cela nous plaise ou non, les terres sont simplement plus grandes de nos jours. Il n'y a pas moins de terres cultivées, même si, évidemment, on développe un peu les alentours des grandes villes. M. Leung parlait de Toronto, et cela m'irrite au plus haut point de voir certaines des meilleures terres arables au monde être asphaltées, au lieu d'être cultivées.

Êtes-vous d'accord pour dire qu'il y a moins d'agriculteurs, mais que le nombre de terres cultivées au Canada n'a pas vraiment diminué?

• (1720)

Mme Anna Paskal: Je crois que vous décrivez exactement la réalité: les fermes sont de plus en plus grandes. Il y a donc forcément moins de fermes, et ces fermes rapportent moins par agriculteur. Ce n'est pas facile de subvenir aux besoins de 22 personnes avec une terre, comme on le faisait à une certaine époque.

Cela revient à la question du revenu agricole net dont nous parlions plus tôt. Le revenu agricole net inclut normalement les subventions et les revenus d'appoint. Voilà comment les agriculteurs peuvent avoir un bilan positif. Cependant, si nous soustrayons les revenus d'appoint, comme le revenu de la femme de l'agriculteur qui enseigne dans une ville voisine, les agriculteurs se retrouvent avec un bilan nul. C'est incroyablement difficile d'intéresser les agriculteurs à cette réalité financière. Les agriculteurs actuels sont prisonniers du cycle d'endettement. La dette des agriculteurs est astronomique. Ce n'est pas un gagne-pain enviable.

Le président: D'accord. J'aimerais revenir sur votre point. Vous avez parlé de 22 employés. Je présume que vous vouliez dire qu'un grand nombre de fermes qui pouvaient subvenir aux besoins de 22 personnes par le passé ne subviennent maintenant qu'aux besoins d'une ou deux personnes, en raison de la technologie. Est-ce ce que vous vouliez dire?

Mme Anna Paskal: Je faisais allusion à l'histoire de votre grand-père qui subvenait aux besoins de 22 personnes grâce à sa ferme. C'est ce que j'avais présumé.

Le président: Je ne veux pas m'éterniser sur le sujet, mais je vais reprendre l'exemple de M. Allen. Il a travaillé dans le secteur automobile.

Il a mentionné qu'une usine d'automobiles où il a déjà travaillé est passée d'un nombre X d'employés dans les années 1970 au nombre

actuel, en raison de l'automatisation des activités. Voilà l'effet de la technologie. C'est la même chose dans le secteur agricole. Que cela nous plaise ou non, c'est la réalité, et la situation ne changera jamais. Évidemment, vous ne voulez pas — du moins, je ne le souhaitez pas — aborder la question de l'intervention gouvernementale à ce chapitre.

Monsieur Johnston, vous avez fait un bon commentaire sur le revenu disponible que les Canadiens dépensent. C'est très vrai, et je ne sais pas quoi faire pour changer la donne, sinon d'avoir la volonté de payer en fait ce que la nourriture coûte, au lieu de le faire par l'entremise des impôts.

J'aimerais revenir sur l'un de vos commentaires sur l'allégation « Produit du Canada » sur un pot de confiture, par exemple. L'objectif de cette allégation est de confirmer que 98 p. 100 du produit principal est d'origine canadienne. Donc, dans le cas d'une confiture de fraises, si au moins 98 p. 100 des fraises proviennent du Canada, il s'agit d'un produit du Canada.

Je crois que l'industrie de transformation au Canada devrait avoir honte, parce qu'elle ne saisit pas l'occasion d'apposer l'allégation « Produit du Canada » chaque fois qu'elle le peut. Les gens le font pour diverses raisons, mais cela revient normalement toujours à l'argent. Je crois encore qu'il y a un grand avantage à utiliser cette allégation. Si un produit ne porte pas cette allégation, un consommateur averti peut en déduire qu'il ne s'agit pas d'un produit du Canada.

Ce n'est pas toute l'industrie de transformation qui le fait, mais trop d'entreprises le font et se servent du 85 p. 100 comme excuse. Que proposez-vous de faire? Suggérez-vous de hausser le pourcentage à 100 p. 100 et d'avoir des exceptions?

M. Ted Johnston: Nous avons examiné la question avec le sous-ministre, M. Knuble, il y a environ un an et demi, lorsqu'il a été proposé d'établir une liste des exceptions. Son application aurait été un cauchemar.

Nous sommes d'accord que le 98 p. 100 n'est pas réaliste pour la grande majorité des produits transformés. Les saisons posent problèmes. Selon la période de l'année, il peut y avoir du sucre de betterave canadien, mais ce n'est pas le cas toute l'année. Chaque fois qu'une entreprise canadienne doit ajouter d'autres ingrédients, elle ne respecte pas le 98 p. 100 requis, même si elle souhaite ardemment y arriver.

Comme je l'ai mentionné, nous ressentons également les effets des produits américains qui sont importés et qui sont clairement affichés comme des produits des États-Unis. Ces produits doivent respecter un pourcentage considérablement moins élevé avec lequel nous ne pouvons rivaliser, étant donné le pourcentage que nous devons actuellement respecter. Voilà un autre inconvénient.

Nous parlons de créer des conditions équitables. Nous sommes déjà aux prises avec suffisamment de problèmes en ce moment; nous tentons de garder la tête hors de l'eau. Cet enjeu aurait dû être facile à régler.

• (1725)

Le président: Je crois que c'est possible, et on ne s'en sert pas autant qu'on le pourrait.

Merci encore de votre présence.

Avant de partir, je rappelle aux membres que nous avons une séance à huis clos lundi pour discuter des travaux futurs. En gros, nous devons régler certains points avant de poursuivre nos travaux.

Mercredi prochain, nous entendrons des témoins. C'est une liste provisoire pour l'instant, mais nous avons invité des représentants du ministère et de l'ACIA à venir témoigner respectivement le 12 mars et le 14 mars. Encore une fois, rien n'a encore été confirmé, mais les invitations sont lancées. En ce qui concerne les deux semaines après la pause, nous avons besoin de témoins ou d'une idée des sujets que

nous aborderons. Nous pourrions avec un peu de chance en discuter lundi. Nous avons la fin de semaine pour y penser.

Merci encore de votre présence.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les
Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à
l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and
Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the
following address: <http://www.parl.gc.ca>